

# MUNICIPAL BULLETIN MUNICIPAL

Of the CITY of MONTREAL

PUBLISHED EVERY SATURDAY  
MORNING

All communications relative to the Municipal  
Bulletin should be addressed as follows:

THE MUNICIPAL BULLETIN  
CITY HALL  
MONTREAL



TELEPHONE MAIN 4240

De la CITÉ de MONTRÉAL

PARAISSANT LE SAMEDI MATIN

Toute communication concernant le Bulletin  
Municipal devra être adressée comme suit:

BULLETIN MUNICIPAL  
HOTEL DE VILLE  
MONTREAL

## Amendements à la Charte de la Cité

### LOI AMENDANT LA CHARTE DE LA CITE DE MONTREAL RELATIVEMENT A L'ADMINISTRATION GENERALE

(Telle qu'adoptée par la Législature, et sanctionnée  
le 19 février 1914)

(4 Geo. V, chap. 73)

Attendu que la Cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, section 1; 3 Edouard VII, chapitre 62, section 1, et 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 1, est de nouveau amendé en ajoutant, après le paragraphe (p), le suivant:

["q. Les mots "rues privées ou ruelles privées" comprennent les rues et ruelles privées ouvertes ou non au public, et comprennent aussi les rues ou ruelles projetées sur un plan du cadastre ou sur le plan général de la Cité."]

2. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 1; 8 Edouard VII, chapitre 85, section 1; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 1; 1 George V (1ère session), chapitre 48, sections 1 et 3; 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 2; 2 George V, chapitre 56, section 1, et 3 George V, chapitre 54, section 1, est de nouveau amendé en y ajoutant, à la fin du paragraphe j, le sous-paragraphe suivant:

["III. Est aussi annexée à la cité et fait partie du quartier Bordeaux, la partie de la paroisse Saint-Laurent comprenant les lots 633 et 634 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse Saint-Laurent. Cette annexion est faite sans condition."]

## Amendments to the City Charter

### AN ACT TO AMEND THE CHARTER OF THE CITY OF MONTREAL WITH RESPECT TO GENERAL ADMINISTRATION

(As adopted by the Legislature and assented to on the  
19th February 1914.)

(4 Geo. V, chap. 73.)

Whereas the City of Montreal has, by its petition, represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending the same, be amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 1 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, section 1; 3 Edward VII, chapter 62, section 1, and 1 George V, (2nd session), chapter 60, section 1, is further amended by adding the following sub-section after sub-section (p):

["(q) The words "private streets" or "private lanes" shall include the private streets and lanes, open or not to the public, and shall also include the streets or lanes projected on a plan of the cadastre or on the general plan of the city."]

2. Article 5 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 7, Edward VII, chapter 63, section 1; 8 Edward VII, chapter 85, section 1; 9 Edward VII, chapter 81, section 1; 1 George V (1st session), chapter 48, sections 1 and 3; 1 George V (2nd session), chapter 60, section 2; 2 George V, chapter 56, section 1, and 3 George V, chapter 54, section 1, is further amended by adding thereto, at the end of sub-section (j) the following clause:

["III. That part of the parish of St. Laurent comprising lots 633 and 634 of the official plan and book of reference of the said parish of St. Laurent is also annexed to the city and shall form part of Bordeaux Ward. Such annexation is made unconditionally."]



4. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 21q, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 82, section 1, et remplacé par la loi George V (1ère session), chapitre 48, section 16:

["21r. Dans toute affaire de sa juridiction, le bureau des commissaires peut tenir des enquêtes et interroger des témoins sous serment pour élucider des questions de faits et établir la vérité des représentations qui lui sont faites.

Si les témoins ne consentent pas à comparaître, ils sont assignés par une résolution du bureau, dont copie leur est signifiée au moins douze heures, si l'assignation leur est donnée dans les limites de la Cité, et, dans les autres cas, au moins un jour franc, avant celui fixé pour leur examen.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles additionnels.

Un témoin peut être assigné soit pour déclarer ce qu'il connaît, soit pour produire quelque document qui se trouve en sa possession, soit pour ces deux objets à la fois.

La résolution du bureau ordonnant l'assignation d'un témoin doit indiquer le lieu, le jour et l'heure où ce témoin devra comparaître et contenir l'énumération des documents que ce témoin devra produire.

La résolution du bureau doit être signée et la copie certifiée par le président.

La signification de cette assignation est faite par un huissier de la Cour Supérieure, conformément à l'article 128 du Code de Procédure Civile. Le président est autorisé à faire prêter serment aux témoins.

Le témoin ainsi assigné qui, sans raison suffisante, ne comparait pas aux jour, lieu et heure indiqués, ou refuse, après sa comparution, de prêter serment, ou de répondre aux questions qui lui sont posées, ou de produire des documents ou autres choses concernant l'enquête et qu'il a en sa possession, est passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres recouvrable par et au nom de la Cité, sur poursuite devant la Cour du Recorder.

Cette amende appartient à la Cité.

Les articles 313, 314, 319, 320, 322, 324, 325, 326, 327, 331 et 332, du Code de Procédure Civile, s'appliquent dans l'es-pèce.

Les dépositions des témoins peuvent être prises par écrit au moyen de la sténographie, par un sténographe officiel de la Cour Supérieure, qui doit, sous son serment d'office, certifier la vérité et la fidélité de la transcription de ses notes, qui font alors foi de leur contenu.

Les témoins seront taxés comme dans une cause de la Cour Supérieure."]

6. L'article 37 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, section 3, est remplacé par le suivant:

"37. Quiconque, remplissant les fonctions de maire ou d'échevin, fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers ou devient insolvable, ou entre dans les ordres sacrés, ou devient ministre ou professeur de quelque secte religieuse, ou ingé ou greffier d'une cour, ou membre du gouvernement fédéral ou provincial, ou devient de quelque manière que ce soit, responsable des deniers de la Cité, ou entre au service de la Cité ou est absent de la Cité, ou n'assiste pas aux séances du conseil pendant plus de deux mois consécutifs, à moins que ce ne soit pour cause de maladie ou avec la permission du conseil, ou devient directement ou indirectement partie ou caution à un contrat ou marché avec la Cité pour l'exécution de quelque travail ou devoir, ou pour fourniture à lui livrer, ou à un intérêt direct ou indirect dans un tel contrat ou marché, ou en tire quelque profit ou avantage, ou est avocat pour le réclamant ou pour le poursuivant dans une poursuite, procédure ou instance où la Cité est partie, ou est membre d'une société qui agit comme avocat, ou dont l'un des membres agit comme avocat, comme susdit, ou est déclaré coupable de manœuvres corruptrices et frauduleuses dans les élections municipales, suivant les dispositions de la présente charte et ses amendements, devient par là-même immédiatement, dans chacun de ces cas, déchu de sa charge de maire ou d'échevin, suivant le cas."

4. The following article is added to the act 62 Victoria chapter 58, after article 21q, as added by the act 9 Edward VII, chapter 82, section 1, and replaced by 1 George V, (1st session) chapter 48, section 16;

["21r. In any matter within their jurisdiction, the Board of Commissioners may hold investigations and examine witnesses under oath in order to elucidate questions of fact and establish the truth of the representations made to them.

In the event of the witnesses refusing to appear, they shall be summoned by a resolution of the Board, a copy whereof shall be served upon them at least twelve hours— if the subpoena is delivered to them within the city limits, and, in other cases, at least one full day — before that fixed for their examination.

When the distance exceeds fifty miles, the delay shall be increased by one day for each additional fifty miles.

A witness may be summoned either to state what he knows or to produce any document in his possession, or for both such purposes.

The resolution of the Board ordering the summoning of a witness shall indicate the place where and the day and hour when such witness shall appear and shall contain an enumeration of the documents which he must produce.

The resolution of the Board shall be signed and the copy certified by the Chairman.

Such summons shall be served by a bailiff of the Superior Court, in accordance with article 128 of the Code of Civil Procedure. The Chairman is authorized to administer the oath to witnesses.

The witness so summoned who, without sufficient reason, does not appear on the day, and at the place and hour indicated, or refuses, after having appeared, to take the oath or to reply to the questions put to him, or to produce any documents or other things concerning the investigation and in his possession, shall be liable to a fine not exceeding \$40.00 recoverable by and on behalf of the city by suit before the Recorder's Court.

Such fine shall belong to the city.

Articles 313, 314, 319, 320, 322, 324, 325, 326, 327, 331, 332 of the Code of Civil Procedure shall apply in such case.

The depositions of the witnesses may be taken in writing by means of stenography by an official stenographer of the Superior Court who shall, under his oath of office, certify the exactness and accuracy of the transcription of his notes, which shall be then considered as proof of their contents.

The witnesses shall be entitled to be taxed as in a case in the Superior Court."]

6. Section 37 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the act 9 Edward VII, chapter 81, section 3 is replaced by the following:

"37. If any person, holding the office of mayor or alderman, makes an assignment of his property for the benefit of his creditors, or becomes insolvent, or takes or enters in holy orders, or becomes a minister or teacher of any religious denomination, or a judge or clerk of any Court, or a member of the Federal or Provincial Governments, or becomes accountable in any way for the City's revenue, or enters into the employ of the City, or is absent from the City or from the meetings of the Council for more than two months consecutively, unless in the case of illness or with the leave of the Council, or directly or indirectly becomes a party to or security for any contract or agreement with the City for the performance of any work or duty or for goods to be supplied to it, or directly or indirectly has any interest in or derives any profit or advantage from such contract or agreement, or is the attorney for the claimant or for the plaintiff in any suit, process or case in which the City is a party, or is a member of a firm acting as attorneys or one of the members whereof acts as attorney, as aforesaid, or if he has been declared guilty of any corrupt and fraudulent practice in the municipal elections, as provided in this Charter, and its amendments, he shall thereupon immediately, in each case, become disqualified and shall cease to hold such office of mayor or alderman, as the case may be."



7. L'article 65 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant :

"65. Cet avis doit spécifier ce qui donne le cens électoral à l'électeur que l'on veut faire ajouter, et les causes d'incapacité de ceux dont on veut faire rayer les noms, et doit être à la diligence du requérant, le ou avant [le 17 décembre] signifié, par lettre chargée, à l'adresse mentionnée sur la liste, à tout électeur dont on veut faire rayer le nom."

8. L'article 125 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 27, est de nouveau remplacé par le suivant :

"125. Un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle de votation, et installée de manière que chaque votant soit soustrait à la vue, et puisse marquer son bulletin de vote sans interruption ou intervention de la part de qui que ce soit.

Chaque sous-officier-rapporteur doit ouvrir le bureau de votation qui lui est assigné à neuf heures du matin, et doit le tenir ouvert jusqu'à [huit] heures du soir.

Il doit recevoir, pendant ce temps, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau et qui demandent à le faire."

9. L'article 163 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 28, est de nouveau remplacé par le suivant :

"163. A [huit] heures du soir le bureau est fermé et la votation est close: il en est fait une entrée au cahier de votation."

10. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8; 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 22 et 23; 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 6 et 7; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 10 et 11; 8 Edouard VII, chapitre 85, section 15; 9 Edouard VII, chapitre 81, sections 7, 8 et 9; 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 29; 1 George V (2ème session), chapitre 60, sections 10 et 11; 2 George V, chapitre 56, sections 11 et 12; et 3 George V, chapitre 54, section 8, est de nouveau amendé;

a. En remplaçant le paragraphe 27 par le suivant :

"27. Pour octroyer des permis et imposer des règlements aux commissaires priseurs, prêteurs sur gages, marchands d'effets d'occasion et marchands de bric-à-brac, et pour obliger toutes ces personnes de tenir des registres de leurs opérations et d'en rendre compte, et de communiquer lesdits registres à tout constable qui en fera la demande, et d'en délivrer tous les jours, au poste de police le plus rapproché, un extrait lisible et exact indiquant les achats, échanges et ventes opérés par lesdites personnes le jour précédent, [et pour obliger ces personnes à garder en leur possession pendant au moins quinze jours, à compter de la date de l'achat, les objets ainsi achetés par elle];

b. En y ajoutant, après le paragraphe 141, les paragraphes suivants :

"142. Pour obliger tout propriétaire de bâtiment actuellement érigé ou qui sera érigé à l'avenir, où l'on se sert de gaz pour des fins d'éclairage ou pour d'autres fins, à poser un robinet d'arrêt sur le tuyau à gaz principal de même dimension que ce tuyau, à l'intérieur dudit bâtiment, dans un endroit convenable et facile d'accès et aussi près que possible du mur où ce tuyau pénètre dans le bâtiment.]

"143. Pour obliger les propriétaires, occupants, possesseurs ou locataires de tout bâtiment existant actuellement, où l'on se sert de l'électricité pour l'éclairage ou comme pouvoir moteur, à disposer, dans le délai qu'elle fixera, à l'intérieur de ce bâtiment, les fils électriques de façon à pouvoir les relier aux fils des conduits souterrains, et imposer, pour la violation de ce règlement, les peines prévues par la charte. Le défaut de se conformer à ce règlement dans le délai fixé constituera, pour chaque jour de retard, une offense séparée.]

"144. Pour prohiber la construction des maisons d'habitation sur les ruelles."

7. Article 65 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"65. Such notice shall specify the qualifications of the electors whose names are sought to be added and the causes of disqualification of those sought to be struck off, and shall be served at the diligence of the applicant, on or before the [seventeenth of December], upon every elector whose name is sought to be struck from the electors' list, by registered letter sent to the address mentioned on the list."

8. Article 125 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 1 George V (1st session), chapter 48, section 27, is again replaced by the following:

"125. One or two compartments shall be made within the room, so arranged that each voter may be screened from observation, and so that he may mark his ballot-paper without interference or interruption from any person whomsoever.

Each deputy returning-officer shall open the poll assigned to him at the hour of nine o'clock in the forenoon and shall keep the same open until [eight] o'clock in the afternoon.

He shall during that time, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such poll and applying to vote thereat."

9. Article 163 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 1 George V (1st session), chapter 48, section 28, is again replaced by the following:

"163. At [eight] o'clock in the evening, the voting-room shall be closed, the voting shall cease and an entry thereof shall be made in the poll-book."

10. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, sections 7 and 8; 3 Edward VII, chapter 62, sections 22 and 23; 4 Edward VII, chapter 49, sections 6 and 7; 7 Edward VII, chapter 63, sections 10 and 11; 8 Edward VII, chapter 85, section 15; 9 Edward VII, chapter 81, sections 7, 8 and 9; 1 George V (1st session), chapter 48, section 29; 1 George V (2nd session), chapter 60, sections 10 and 11; 2 George V, chapter 56, sections 11 and 12; and 3 George V, chapter 54, section 8, is further amended:

(a) By replacing paragraph 27 thereof by the following:

"27. To license and regulate auctioneers, pawnbrokers, second-hand dealers and junk dealers, and to compel all such persons to keep records of their transactions and make reports thereof, and to give communication of such records to any constable desiring to examine the same, and to deliver daily, at the nearest police station, a legible and correct extract therefrom, showing the purchases, exchanges or sales effected by the said persons on the preceding day, [and to compel such persons to keep in their possession, for at least [fifteen] days from the date of the purchase, the articles so purchased by them,]"

(b) By adding thereto the following paragraphs, after paragraph 141:

"142. To compel every owner of a building now or which may hereafter be erected, where gas is used for lighting or other purposes, to place a stop cock on the main gas pipe, of the same dimension as such pipe, inside of said building, in a convenient place, easy of access and as close as possible to the wall where such pipe enters the building.]

"143. To compel the owners, occupants, possessors or tenants of any building now existing where electricity is used for lighting or power purposes, to arrange, within such delay as it may fix, the electric wires inside of such building so that they can be connected with the wires of the underground conduits, and to impose for the violation of such by-law the penalty provided by the Charter. Failure to comply with such by-law within the delay fixed shall constitute a separate offence, for each day after such delay.]

"144. To prohibit the erection of dwelling-houses on lanes."



11. L'article 307a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 9, est remplacé par le suivant :

["307a. Si l'infraction à un règlement se continue, le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité édictées par ce règlement pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue."]

12. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 336, tel que remplacé par la loi 2 George V, chapitre 56, section 16 :

["336a. La cité a aussi le pouvoir de faire, sur toute autre matière de sa juridiction, des contrats ou marchés d'une durée excédant un an et entraînant une dépense qui doit être imputée sur les revenus, pourvu que ces contrats ou marchés soient autorisés par le conseil sur recommandation du bureau des commissaires. Les dépenses annuelles que ces contrats ou marchés entraîneront devront être portées chaque année au budget annuel et au budget supplémentaire s'il y a lieu."]

13. La version anglaise de l'article 338 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 22, et remplacé par les lois 9 Edouard VII, chapitre 81, section 13, et 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 35, est amendé en insérant après les mots : "be declared", dans la huitième ligne, les mots : "disqualified to sit as a member of the council or as a commissioner".

14. L'article 344a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 16, est remplacé par le suivant :

"344a. Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 peuvent également être affectés à l'ameublement premier des édifices publics, au nivellement premier des rues et des voies publiques, au premier achat de chevaux et d'appareils pour les nouveaux postes de pompiers, à l'achat de matériel, machineries et outillage requis pour l'exécution de travaux municipaux permanents, [et au paiement du coût de l'établissement d'un système complet et moderne d'avertisseurs pour les besoins du département de la Police et de l'Incendie.

La Cité est en outre autorisée à prendre sur ces fonds les sommes nécessaires et à les remettre à la Commission métropolitaine des parcs pour permettre à cette dernière de faire un plan général des rues, parcs, squares, promenades, boulevards et terrains de jeux que ladite commission jugera à propos de recommander d'établir dans l'île de Montréal."]

15. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 344b, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 14 :

["344c. La Cité est autorisée à payer à la Commission métropolitaine des parcs, et à prendre les sommes nécessaires à cette fin sur les emprunts autorisés par l'article 343 de la charte, sa part du coût des améliorations qui seront faites par cette dernière en exécution du plan général des rues, parcs, squares, promenades, boulevards et terrains de jeux, qu'elle est autorisée à faire, pourvu que les autres corporations municipales intéressées dans l'amélioration exécutée paient aussi leur part et remboursent en même temps à la Cité leur part du coût de la partie dudit plan général couvrant cette amélioration."]

16. L'article 351b de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 15, amendé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 17, remplacé par les lois 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 38, et 1 George V (2ième session), chapitre 60, section 18, est de nouveau remplacé par le suivant :

"351b. La Cité est autorisée à emprunter de temps à autre, [les sommes d'argent dont elle aura besoin pour] pourvoir aux dépenses courantes en anticipation du revenu ordinaire ainsi qu'à la quote-part des propriétaires dans les cas d'expropriation, de construction de trottoirs et d'égoûts, et d'autres travaux permanents jusqu'à ce que les réparations imposées pour ces fins aient été perçues.

11. Article 307a of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by 4 Edward VII, chapter 49, section 9, is replaced by the following :

["307a. If the infringement of any by-law continues, the offender shall be liable to the fine and penalty provided by such by-law for each day during which the infringement is continued."]

12. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 336 as replaced by the act 2 George V, chapter 56, section 16 :

["336a. The City has also power to make, in connection with any other matter within its jurisdiction, contracts or agreements extending over a period of more than one year and entailing an expenditure which is to be charged against revenue, provided that such contracts or agreements be authorized by the Council on the recommendation of the Board of Commissioners. The annual expenses which such contracts or agreements may entail shall be included, each year, in the annual budget and in the supplementary budget, if required."]

13. The English version of article 338 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the act 8 Edward VII, chapter 85, section 22, and replaced by the acts 9 Edward VII, chapter 81, section 13, and 1 George V (1st session), chapter 48, section 35, is amended by inserting after the words "be declared" in the eight line the words "disqualified to sit as a member of the Council or as a Commissioner".

14. Article 344a of the act 62 Victoria, chapter 58, as added by 1 George V (2nd session), chapter 60, section 16, is replaced by the following :

"344a. The funds levied under article 343, may also be applied to the first furnishing of public buildings, to the first levelling of streets and highways, to the first purchase of horses and apparatus for new fire stations, and to the purchase of materials, machinery and plant required for the carrying out of permanent municipal works, [and to the payment of the cost of establishing a complete and modern signal system for the requirements of the police and fire departments.

The City is further authorized to take out of such funds and hand over to the Metropolitan Parks Commission the sums required in order to enable the said Commission to make a general plan of streets, parks, squares, drive-ways, boulevards and play-grounds, it may deem advisable to recommend in the Island of Montreal."]

15. The following article is inserted in the act 26 Victoria, chapter 58, after article 344b as enacted by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 14 :

["344c. The City is authorized to pay to the Metropolitan Parks Commission, and to take the sums required for such purpose out of the loans authorized by article 343 of the Charter, its share of the cost of the improvements which shall be made by the said Commission pursuant to the general plan of streets, parks, squares, drive-ways, boulevards and play-grounds which it is authorized to make; provided that the other municipal corporations interested in the improvement effected also pay their share and refund at the same time to the City their share of the cost of that part of said general plan covering such improvement."]

16. Article 351b of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 15, amended by the act 8 Edward VII, chapter 85, section 17; replaced by the act 1 George V (1st session), chapter 48, section 38, and by the act 1 George V (2nd session), chapter 60, section 18, is again replaced by the following :

"351b. The City is authorized to borrow, from time to time, [the sums of money which it may require] to provide for current expenses in anticipation of the ordinary revenue and also for the share of proprietors in cases of expropriation, for the construction of sidewalks and sewers and for other permanent works, until the special assessments therefor shall have been collected.



Les pertes résultant de la non-perception des répartitions spéciales sont comblées à même le revenu ou à même le fonds général d'emprunt ou autres sommes à la disposition de la Cité.

Les emprunts prévus par cet article peuvent être effectués par émission de bons, debentures ou rentes inscrites, signés par le maire et le trésorier de la Cité, et les règlements autorisant ces emprunts porteront un certificat du contrôleur de la Cité, indiquant l'objet de ces emprunts.

Ces emprunts ne font pas partie du pouvoir général d'emprunt que la Cité possède en vertu de l'article 343 de la charte."

17. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 37 et 38; 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 13 et 14; 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 21 et 22; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 16; 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 19; 2 George V, chapitre 56, section 20; et 3 George V, chapitre 54, section 17, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents piastres sur les encanteurs et quarante piastres sur les commis encanteurs, [le mot "encanteur" comprenant non-seulement celui qui vend à l'encan au plus offrant, mais aussi celui qui met une chose à l'enchère à un prix qu'il fixe et qui diminue ce prix jusqu'à ce que quelqu'un l'accepte.]"

18. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 372:

["372a. Les taxes municipales générales ou spéciales, imposées sur un immeuble peuvent être réclamées aussi bien de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de cet immeuble, lors même que tel occupant, possesseur, acquéreur ou propriétaire, n'est pas inscrit sur le rôle imposant ces taxes.

Celui qui, n'étant pas propriétaire, paie lesdites taxes, est subrogé de plein droit aux droits et privilèges de ladite Cité, et peut recouvrer du propriétaire le montant des taxes qu'il a ainsi payées.]"

19. L'article 419 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

["419. La Cité peut ouvrir, élargir et prolonger toute rue, ruelle, voie ou place publique suivant tous plans préparés ou qui seront préparés par les ingénieurs de la Cité et approuvés par le Bureau des Commissaires et par le Conseil sans que ces plans fassent partie du plan général de la Cité.

Lorsqu'il s'agira d'incorporer ces plans dans le plan général de la Cité, il ne sera pas nécessaire d'obtenir l'autorisation du Conseil, requise par l'article 415 de cette charte.]"

20. L'article 420a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 31, est abrogé.

21. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 420.

"420a. Nonobstant l'article 5888 des Statuts refondus, 1909, la Cité de Montréal peut, avec la permission du lieutenant-gouverneur en conseil, dans des cas spéciaux et exceptionnels, ouvrir des rues ayant moins de soixante et six pieds de largeur."

22. L'article 440 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

["440. Dans les soixante jours qui suivent l'homologation du rapport des commissaires, la Cité dépose entre les mains du protonotaire le montant, sans intérêt, de l'indemnité fixée par le rapport des commissaires pour les immeubles ou droits acquis par cette expropriation, et dès lors la Cité est immédiatement saisie de la propriété de ces immeubles ou droits et peut en prendre possession sans autres formalités, et le recours de toute personne ayant des droits quelconques à, dans ou sur ces immeubles est converti en un recours sur le montant de l'indemnité accordée.

The losses which may arise through inability to collect the special assessments shall be made good from the revenue or from the general loan fund or other sums at the disposal of the City.

The loans provided by this article may be effected by the issue of bonds, debentures or registered stock, signed by the Mayor and the City Treasurer, and the by-laws authorizing such loans shall bear a certificate from the City Comptroller indicating the object of the loan.

Such loans shall not form part of the general borrowing power which the City has in virtue of article 343 of the Charter."

17. Article 364 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, sections 37 and 38; 4 Edward VII, chapter 49, sections 13 and 14; 7 Edward VII, chapter 63, sections 21 and 22; 9 Edward VII, chapter 81, section 16; 1 George V (2nd session), chapter 60, section 19; 2 George V, chapter 56, section 20; and 3 George V, chapter 54, section 17, is further amended by replacing paragraph (1) thereof by the following:

"(1) A special tax not exceeding \$200 on auctioneers and \$40 on auctioneers' clerks, [the word "auctioneer" including, not only the person who sells by auction to the highest bidder, but also the person who puts up an article for sale by auction at a price fixed by him, and who requires such price until some one accepts it.]"

18. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 372:

["372a. The general or special municipal taxes levied on any immoveable may be claimed from the occupant or other person in possession thereof as well as from the proprietor, and also from any subsequent purchaser of such immoveable, even if such occupant, possessor, purchaser or proprietor is not entered on the roll imposing said taxes.

The person who, not being the proprietor, pays such taxes, shall be subrogated in the rights and privileges of the City and may recover from the proprietor the amount of the taxes so paid by him.]"

19. Article 419 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

["419. The City may open, widen and extend any street, lane, thoroughfare or public place according to any plans prepared or which may be prepared by the City Engineers and approved by the Board of Commissioners and the Council, without such plans forming part of the general plan of the City.

The said plans may be incorporated in the general plan of the City without its being necessary to obtain the authorization of the Council required by article 415 of this Charter.]"

20. Article 420a of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 31, is repealed.

21. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 420.

"420a. Notwithstanding article 5888 of the Revised Statutes, 1909, the City of Montreal may with the permission of the Lieutenant-Governor in Council open streets less than sixty-six feet in width in special and exceptional cases."

22. Article 440 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

["440. Within sixty days from the homologation of the report of the Commissioners, the City shall deposit with the Prothonotary the amount, without interest, of the indemnity fixed by the report of the Commissioners for the immoveables or rights acquired through such expropriation, and the City shall thereupon be vested with the ownership of the said immoveables or rights and may take possession thereof without any other formalities and the recourse of any person having any rights whatsoever to, in, or on these immoveables is converted into a recourse upon the amount of indemnity granted.



Si la partie expropriée ou toute autre personne s'oppose à la prise de possession par la Cité, cette dernière peut, par simple requête présentée à un juge de la Cour supérieure, après avis de trois jours à la partie intéressée, obtenir un mandat adressé au shérif lui enjoignant de l'expulser et de mettre la Cité en possession. Les frais de cette procédure sont laissés à la discrétion du juge.]”

23. L'article 441 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

“[441. Dans toute expropriation le rapport ou la sentence arbitrale fixant l'indemnité devra contenir la description de l'immeuble exproprié, de la manière requise par l'article 2168 du Code civil. L'enregistrement d'une copie ou d'un extrait de ce rapport ou de cette sentence arbitrale, certifiée par le greffier de la Cité, accompagnée du reçu du protonotaire dans le cas où l'indemnité a été déposée entre ses mains, ou d'une quittance lorsque l'indemnité a été payée à la partie expropriée, sera suffisant pour toute fin quelconque, sans que la Cité soit obligée de faire enregistrer d'autre titre de propriété. Le registraire de toute division d'enregistrement devra accepter ces documents et les enregistrer.]”

24. L'article 442a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 36, est abrogé.

25. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 443:

“[443a. Les corporations ou personnes qui, en vertu de l'article précédent, ont le pouvoir de vendre et transporter à la Cité quelque immeuble, ont aussi le pouvoir de céder à la Cité gratuitement, avec ou sans condition, telle portion de cet immeuble qu'elles jugeront convenable pour servir de rue, de ruelle, de parc ou pour autre fin municipale.

Les cessions faites à la Cité jusqu'à ce jour pour les fins indiquées dans l'alinéa ci-dessus, sont déclarées valides et légales]”.

26. L'article 450 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 37, et remplacé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 25, est de nouveau remplacé par le suivant:

“450. Les sommes à être réparties entre les propriétaires [pour payer le coût d'une expropriation, de la construction d'un égout, d'un trottoir ou autre amélioration ou travaux permanents,] se seront au moyen d'un rôle préparé par l'inspecteur de la Cité, ou par tout autre officier nommé par le Bureau des Commissaires.

Cette répartition se fera entre les propriétaires en proportion de l'étendue du front ou de la profondeur, suivant le cas, de leurs propriétés, telle que portée au rôle d'évaluation.

L'Inspecteur de la Cité ou l'officier nommé par le Bureau des Commissaires, suivant le cas, donne avis public [du dépôt du rôle et fixe le] jour où les contribuables tenus au paiement de la contribution peuvent soumettre leurs objections avant que le rôle soit complété et mis en vigueur. Cet avis est publié durant l'espace de [deux] jours dans un journal français et dans un journal anglais [publiés dans la Cité, pourvu qu'il s'écoule un délai de huit jours entre la dernière publication et le jour fixé pour l'examen du rôle, et durant ce délai les contribuables peuvent faire l'examen du rôle].

L'Inspecteur de la Cité ou l'officier nommé par le Bureau des Commissaires, suivant le cas, entend et juge sommairement toutes les objections qui peuvent être faites, et il n'y a pas d'appel de sa décision. Le rôle est alors signé par ledit inspecteur ou officier et est par le fait en vigueur.

Le montant dû en vertu de cette répartition est recouvrable de la même manière que les autres taxes et contributions foncières.”

27. L'article 454 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 39, 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 24, et 3 George V, chapitre 54, section 28, est abrogé.

If the expropriated party or any other person opposes the taking possession by the City, the latter may, by a mere petition presented to a judge of the Superior Court after three days notice to the interested party, obtain a warrant addressed to the sheriff, ordering the latter to expel him and to put the City in possession. The costs of such process shall be left to the discretion of the judge.”]

23. Article 441 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

“[441. In every expropriation, the report or award fixing the indemnity shall contain a description of the immovable expropriated, as provided by article 2168 of the Civil Code. The registration of a copy or an extract of such report or award certified by the City Clerk and accompanied, by a receipt from the Prothonotary, if the indemnity has been deposited with him, or by a discharge if the indemnity has been paid to the expropriated party, shall be sufficient to all intents and purposes, without the City being held to have any other title of property registered. The registrar of any registry division shall accept such documents and register them.”]

24. Article 442a of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 36, is repealed.

25. The following article is added to the act 62 Victoria, chapter 58, after article 443:

“[443a. The corporations or persons who, in virtue of the foregoing article, have power to sell and make over any immovable to the City, shall also have power to cede to the City gratuitously, conditionally or unconditionally, such portion of said immovable as they may deem fit to be used as a street, lane, park or for any other municipal purpose.

The cessions heretofore made to the City for the purposes mentioned in the above paragraph are declared valid and legal.”]

26. Article 450 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 37, and replaced by the act 3 George V, chapter 54, section 25, is again replaced by the following:

“450. The sums to be apportioned among the proprietors [for the payment of the cost of an expropriation, of the construction of a sewer, of a sidewalk or other improvement or permanent works], shall be apportioned by means of a roll prepared by the City Surveyor or by any other official appointed by the Board of Commissioners.

Such apportionment shall be made amongst the proprietors in proportion to the extent of the frontage or of the depth (as the case may be) of their properties as shown on the assessment roll.

The City Surveyor or the official appointed by the Board of Commissioners, as the case may be, shall give public notice [that the roll has been deposited and shall fix] the day when the proprietors liable for the payment of the contribution may submit their objections before the roll is completed and put in force. Such notice shall be published during [two] days in a French and in an English newspaper, published in the City, provided there be a delay of eight days between the last publication and the day fixed for the examination of the roll, and, during such delay, the contributors may examine the roll.]

The City Surveyor or the official appointed by the Board of Commissioners, as the case may be, shall hear and summarily determine all the objections which may be made, and there shall be no appeal from his decision. The roll shall then be signed by the said City Surveyor or official and shall thereupon be in force.

The amount due in virtue of such apportionment shall be recoverable in the same manner as other taxes and assessments.”

27. Article 454 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 39; 1 George V (2nd session), chapter 60, section 24, and 3 George V, chapter 54, section 28, is repealed.



28. L'article 455 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 25, et remplacé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 29, est remplacé par le suivant:

"455. La Cité peut, par résolution du Bureau des Commissaires, approuvée par la majorité de tous les membres du Conseil, mettre à la charge des propriétaires tous ou partie du coût des pavages permanents, ou qu'elle déclarera tels, qui seront faits ou refaits à l'avenir. A cette fin, elle pourra, par cette résolution, imposer une taxe spéciale sur chaque immeuble en face duquel un pavage sera fait ou refait, soit à raison d'un prix uniforme par verge carrée de pavage contenue dans la moitié de la largeur de la rue en front de cet immeuble, soit à raison d'une somme fixe uniforme par pied de front. Cette taxe sera imposée et répartie au moyen d'un rôle préparé suivant la procédure indiquée dans l'article 450, et les articles 456, 457a et 460 s'appliqueront à ces rôles; ou elle pourra, par une résolution passée de la même manière, imposer annuellement une taxe spéciale sur tous les immeubles situés dans la Cité, basée sur l'évaluation desdits immeubles telle que portée au rôle d'évaluation. Cette taxe sera portée au rôle général annuel de contributions foncières."

29. Le coût des pavages permanents qui ont été faits ou refaits depuis le 14 mars 1911, et qui ont été chargés aux propriétaires, sera imputé sur les fonds d'emprunt actuellement disponibles ou qui seront disponibles durant le prochain exercice, et la Cité est tenue de rembourser sans intérêt aux propriétaires tout ce qu'ils ont payé.

30. L'article 456 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 41, est de nouveau remplacé par le suivant:

"456. [Le Bureau des Commissaires] peut, par résolution, décréter qu'une contribution foncière imposée pour payer le coût d'une expropriation, de la construction de trottoirs, pavages, drains ou égouts, peut être payée par [versements] annuels durant une période de temps n'excédant pas dix ans, avec intérêt [de cinq pour cent] sur toute balance restant non payée, [et, dans ce cas, les privilèges et droits hypothécaires de la Cité sont conservés sur les immeubles sujets au paiement de cette contribution foncière jusqu'à ce que les propriétaires aient payé en entier leur part de contribution.

Cette disposition s'applique aussi à toutes les expropriations spécialement autorisées ou ordonnées par la loi.]"

31. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 457:

"[457a. Sans préjudice des dispositions de l'article 457, mais sujet aux dispositions des articles 459 et 460, le Bureau des Commissaires peut, par résolution, annuler tout rôle spécial ou général de contribution foncière ou de répartition entaché d'illégalité, et ordonner qu'un nouveau rôle soit préparé pour remplacer celui qui a été annulé.]"

32. L'article 460 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"460. Chaque fois qu'un rôle de contribution ou de répartition a été annulé et mis de côté, les paiements faits en vertu de ce rôle ne sont pas pour cela invalidés, mais ces paiements, en y ajoutant l'intérêt, sont appliqués à éteindre les montants fixés par le nouveau rôle de contribution ou de répartition, avec cette restriction que les contribuables doivent rembourser tout déficit ou recevoir tout surplus qui peut éventuellement exister comme différence entre l'ancien et le nouveau rôle de contribution ou de répartition.

La présente disposition s'applique tant aux rôles déjà faits qu'à ceux qui pourront l'être par la suite."

L'article suivant est ajouté après l'article 464 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, comme article 464a.

28. Article 455 of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 1 George V (2nd session), chapter 60, section 25; and replaced by the act 3 George V, chapter 54, section 29; is replaced by the following:

"455. The City may, by a resolution of the Board of Commissioners approved by the majority of all the members of the Council, charge the proprietors the whole or a portion of the cost of permanent pavement, or of pavements which it declares to be permanent, which shall be laid or re-laid in future. To that end it may, by such resolution, impose a tax on each property in front of which such pavement shall be laid or relaid, either at the rate of a uniform price per square yard of pavement contained in half the width of the street in front of such property, or at the rate of a fixed uniform sum per foot of frontage. Such tax shall be levied and apportioned by means of a roll made out in accordance with the procedure laid down in article 460, and articles 456, 457a and 460 shall apply to such rolls; or it may, by a resolution passed in the same manner, annually impose a special tax on all immoveable properties situated in the City, based on the valuation of the said properties as shown on the valuation roll. Such tax shall be entered in the annual general roll of assessments on immoveable properties."

29. The cost of permanent pavements laid or renewed since the 14th March 1911, and which have been charged to the proprietors, shall be charged against the loan funds now available or which may be available during the next fiscal year, and the City shall be held to refund, without interest, to the proprietors the whole of the amounts paid by them.

30. Article 456 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 41, is again replaced by the following:

"456. The Board of Commissioners may, by a resolution, enact that any assessment levied to pay the cost of an expropriation, of the construction of side-walks, pavements, drains, or sewers, may be paid by annual [instalments] covering a period not exceeding ten years with interest at the rate of [five] per cent on any balance remaining unpaid, [and in such case the privileges and hypothecary rights of the City shall continue to exist on the immoveables liable for the payment of such assessment until the proprietors have paid their share of contribution in full.

This provision shall also apply to all the expropriations specially authorized or ordered by law.]"

31. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 457:

"457a. Without prejudice to the provisions of article 457, but subject to the provisions of articles 459 and 460, the Board of Commissioners may, by resolution, annul any special or general assessment or apportionment roll illegally prepared, and order that a new roll be made to replace the one which has been annulled.]"

32. Article 460 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"460. Whenever a roll of assessment or apportionment shall be annulled and set aside, the payments made in virtue of such roll shall not thereby be invalidated, but such payments, with interest added, shall go to the discharge of the amounts fixed by the new roll of assessment or apportionment; provided, however, that the rate-payers shall make good any deficiency or recover any surplus, according to the difference that may eventually exist between the old and the new roll assessment or apportionment.

This provision shall apply both to the rolls heretofore made and to those which may be made hereafter."

The following article is added after article 464 of the act 62 Victoria, chapter 58, as article 464a.



464a. Pour les fins de son aqueduc, la Cité a le pouvoir de prendre possession, quand elle le jugera à propos, de tous terrains quelconque, vacants ou bâtis, avant même de les avoir acquis, en donnant aux propriétaires de ces terrains un avis préalable par écrit de huit jours, mais elle devra procéder à acquérir ces terrains avec toute la diligence voulue. Si la Cité ne commence pas l'expropriation des terrains dont elle aura ainsi pris possession dans les soixante jours qui suivront l'expiration dudit délai de huit jours, elle pourra y être contrainte par mandamus.

Dans tous les cas, elle devra payer à ces propriétaires l'intérêt sur l'indemnité qui sera accordée à compter du jour de la prise de possession.

33. L'article 532 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, section 43, est remplacé par le suivant:

"532. Si, dans les affaires soumises au Conseil, il est nécessaire, dans l'intérêt de la Cité, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la Cité, d'instituer des enquêtes pour établir des représentations au Conseil, concernant des matières de son ressort, ledit Conseil peut nommer une commission pour faire cette enquête et, à cette fin, interroger des témoins sous serment. Si les témoins ne consentent pas à comparaître, ils sont assignés par une résolution de la commission, dont copie leur est signifiée au moins douze heures, si l'assignation leur est donnée dans les limites de la Cité et, dans les autres cas, au moins un jour franc, avant celui fixé pour leur examen.

Lorsque la distance excède cinquante milles, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinquante milles additionnels.

Un témoin peut être assigné soit pour déclarer ce qu'il connaît, soit pour produire quelque document qui se trouve en sa possession, soit pour ces deux objets à la fois.

La résolution de la commission ordonnant l'assignation d'un témoin doit indiquer le lieu, le jour et l'heure où ce témoin devra comparaître et contenir l'énumération des documents que ce témoin devra produire.

La résolution de la commission doit être signée et la copie certifiée par le président.

La signification de cette assignation est faite par un huissier de la Cour supérieure conformément à l'article 128 du Code de procédure civile.

Le témoin ainsi assigné qui, sans raison suffisante, ne comparait pas aux jour, lieu et heure indiqués, ou refuse, après sa comparution, de prêter serment, ou de répondre aux questions qui lui sont posées, ou de produire des documents ou autres choses concernant l'enquête et qu'il a en sa possession, est passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres recouvrable par et au nom de la Cité sur poursuite devant la Cour du Recorder. Le président est autorisé à faire prêter serment aux témoins.

Cette amende appartient à la Cité.

Les articles 313, 314, 320, 322, 324, 325, 326, 327, 331 et 332, du Code de procédure civile s'appliquent dans l'es-pèce.

Les dépositions des témoins peuvent être prises par écrit au moyen de la sténographie par un sténographe officiel de la Cour supérieure, qui doit sous son serment d'office certifier la vérité et la fidélité de la transcription de ses notes, qui font alors foi de leur contenu.

Les témoins auront droit d'être taxés comme dans une cause de la Cour supérieure."

34. L'article 536 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 45, et amendé par la loi 3 George V, chapitre 54, section 32, est de nouveau remplacé par le suivant:

"464a. The City may for the purposes of its aqueduct take possession whenever it shall consider it advisable of any lands built upon or vacant without having acquired the same, by previously giving to the proprietors of these lands a notice in writing of eight days, but it shall proceed with all due diligence to acquire these lands. If the City does not begin proceedings in expropriation of these lands which it has taken possession of within sixty days following the expiration of the delay of eight days, it may be compelled to do so by mandamus.

In all cases, it shall pay interest to these proprietors on the indemnity which shall be granted from the date of the taking possession."

33. Article 532 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the act 1 George V (1st session), chapter 48, section 43, is replaced by the following:

"532. If questions of fact arise in any matters submitted to the Council which the interests of the City require to be investigated by the examination of witnesses on oath, or if it is likewise necessary, in the interest of the City, to institute inquiries into the truth of representations which may be made to the Council respecting matters within its jurisdiction, the said Council may appoint a Committee to investigate the same and, to that end, examine witnesses under oath. In the event of the witnesses refusing to appear, they shall be summoned by a resolution of the Committee, a copy of which shall be served upon them at least twelve hours, if the subpoena is delivered to them within the City limits and, in other cases, at least one full day, before that fixed for their examination.

When the distance exceeds fifty miles, the delay shall be increased by one day for each additional fifty miles.

A witness may be summoned either to state what he knows or to produce any document in his possession, or for both these purposes.

The resolution of the Committee ordering the summoning of a witness shall indicate the place where and the day and hour when such witness shall appear and shall contain an enumeration of the documents which he must produce.

The resolution of the Committee shall be signed and the copy certified by the Chairman.

Such summons shall be served by a bailiff of the Superior Court, in accordance with article 128 of the Code of Civil Procedure.

The witness so summoned who, without sufficient reason, does not appear on the day, and at the place and hour indicated, or refuses, after having appeared, to take the oath or to reply to the questions put to him, or to produce any documents or other things concerning the investigation and in his possession, shall be liable to a fine not exceeding \$40, recoverable by and on behalf of the City by a suit before the Recorder's Court. The Chairman is authorized to administer the oath to witnesses.

Such fine shall belong to the City.

Articles 313, 314, 319, 320, 322, 324, 325, 326, 327, 331, 332 of the Code of Civil Procedure shall apply in such case.

The depositions of the witnesses may be taken in writing by means of stenography by an official stenographer of the Superior Court, who shall, under his oath of office, certify the exactness and accuracy of the transcription of his notes, which shall then be considered as proof of their contents.

The witnesses shall be entitled to be taxed as in a case in the Superior Court."

34. Article 536 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 45, and amended by the act 3 George V, chapter 54, section 32, is again replaced by the following:



"536. Nonobstant toute loi à ce contraire, nul droit d'action n'existe contre la Cité pour dommages-intérêts résultant de blessures corporelles infligées par suite d'un accident, ou pour dommages à la propriété mobilière ou immobilière, à moins que dans les trente jours de tel accident ou de tels dommages, un avis écrit n'ait été reçu par la Cité, mentionnant en détail les dommages soufferts, indiquant les nom, prénoms, occupations et adresse de la personne qui les a subis, donnant la cause de ces dommages, et précisant l'endroit où ils sont arrivés.

Aucune action en dommages-intérêts ou en indemnité ne peut être intentée contre la Cité, avant l'expiration de [trente] jours de la date de la réception de l'avis ci-dessus.

Le défaut d'avis ci-dessus ne prive pas cependant les victimes d'accidents de leur droit d'action, si elles prouvent qu'elles ont été empêchées de donner cet avis par force majeure ou pour d'autres raisons jugées valables par le juge ou le tribunal."

35. La formule No 2 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacée par la suivante:

No 2.

FORMULE MENTIONNEE DANS L'ARTICLE 62.

Avis aux électeurs de la confection des listes électorales.

Avis public est par les présentes donné que les listes électorales pour les divers quartiers de la Cité de Montréal ont été remises au soussigné, et que, sous quinze jours de cette date, tout électeur, dans tout quartier, pourra donner avis, par écrit, au soussigné, qu'il s'adressera au recorder de la Cité pour faire amender la liste électorale pour tout quartier, soit en y ajoutant les noms de personnes omises ou en biffant les noms de personnes inscrites à tort. Cet avis doit spécifier les qualités des personnes dont on veut faire ajouter les noms et les causes d'incapacité de celles dont on veut faire biffer les noms, et doit être signifié, à la diligence du requérant le ou avant le [dix-septième jour de décembre 19 ] à toute personne dont on veut faire biffer le nom des listes électorales, par lettre recommandée, transmise à l'adresse mentionnée sur la liste. Et avis public est par les présentes donné que le recorder de la Cité de Montréal siègera (mentionner le jour, la date, l'heure et l'endroit) dans le but de prendre en considération telles demandes ou plaintes, relativement aux dites listes électorales, qui auront été faites suivant la loi.

Par ordre,

.....  
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,  
Hôtel-de-Ville,  
Montréal,

19

36. La section 24 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, est amendée en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les pensions, annuités indemnités ou allocations qui seront accordées en vertu de la présente section, sont insaisissables et incessibles."

37. La section suivante est insérée dans la loi 9 Edouard VII, chapitre 81, après la section 37:

"37a. L'emprunt autorisé par la section précédente ne fait pas partie de la dette fondée de la Cité, et le règlement No 394, adopté par la Cité de Montréal, le 15 novembre 1909, tel qu'amendé par le règlement No 511 adopté le 13 novembre 1913, concernant cet emprunt, est par les présentes ratifié et confirmé à toutes fins que de droit."

38. Les quatre premières lignes de la section 10 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, sont remplacées par les suivantes:

"536. Notwithstanding any law to the contrary, no right of action shall exist against the City for damages resulting from bodily injury, caused by an accident or for damages to moveable or immoveable property, unless, within [thirty] days from the date of such accident or damages, a written notice has been received by the City, containing the particulars of the damages sustained, indicating the name, surname, occupation and address of the person who has suffered the same, giving the cause of such damages and specifying the place where the same occurred.

No action for damages or for a compensation shall be instituted against the City before the expiration of [thirty] days from the date of the receipt of the above notice.

The default of such notice, however, shall not deprive the victims of an accident of their right of action, if they prove that they were prevented from giving such notice by irresistible force or for any other reason deemed valid by the Judge or Court."

35. Form 2 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

No 2

FORM MENTIONED IN ARTICLE 62

Notice to electors of completion of electors' lists

Public notice is hereby given that the electors' lists for the several wards of the City of Montreal have been delivered to the undersigned, and that, within fifteen days from the date thereof, any elector in any ward may give notice in writing to the undersigned, that he will apply to the Recorder of the City to have the list of electors for any ward amended, either by the addition thereto of names of persons omitted, or by striking therefrom the names of persons improperly inserted. Such notice must specify the qualifications of the persons whose names are sought to be added, and the causes of disqualification of those sought to be struck off, and must be served, at the diligence of the applicant, on or before the [17th day of December] 19... upon every person whose name is sought to be struck from the electors' lists, by registered letter, sent to the address mentioned on said list. And public notice is hereby given that the Recorder of the City of Montreal will sit (mention the day, date, hour and place), for the purpose of considering such applications or complaints, in respect of said electors' lists, as may be made, according to law.

By order,

.....  
City Clerk.

City Clerk's Office,  
City Hall,  
Montreal,

19

36. Section 24 of the act 8 Edward VII, chapter 85, is amended by adding thereto the following paragraph:

"[The pensions, annuities, indemnities or gratuities granted in virtue of the present section are not liable to seizure nor transferable.]"

37. The following section is inserted in the act 9 Edward VII, chapter 81, after section 37.

"[37a. The loan authorized by the foregoing section shall not form part of the funded debt of the City, and by-law No. 394, adopted by the City of Montreal on the 15th November 1909, as amended by by-law No. 511, adopted on the 13th November 1913, concerning such loan, is hereby ratified and confirmed to all intents and purposes.]"

38. The first four lines of section 10 of the act 1 George V (1st session), chapter 48, are replaced by the following:



"10. L'article 21 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 9 Edouard VII, chapitre 82, section 2, est remplacé par le suivant, à compter de l'élection des commissaires [d'avril] 1914."

39. Nonobstant les dispositions contenues dans les lois 2 George V, chapitre 56, section 43; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe h; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe k, tel qu'amendé par 1 George V (2ème session), chapitre 60, section 33; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe l, tel qu'amendé par 2 George V, chapitre 56, section 47; 2 George V, chapitre 56, section 38; 2 George V, chapitre 56, section 36; 2 George V, chapitre 56, section 42; 2 George V, chapitre 56, section 35; 9 Edouard VII, chapitre 81, section 28, paragraphe 1, sous-paragraphe n; les expropriations ordonnées ou autorisées par ces lois se feront en vertu de la loi des chemins de fer de Québec, au lieu de se faire en vertu des articles 7581 et suivants des Statuts refondus, 1909, mais le coût sera payé de la façon indiquée dans ces lois.

L'article 428 de la charte de la Cité s'applique aux expropriations ci-dessus. Cette disposition ne s'applique pas aux instances en expropriation actuellement pendantes.

40. Nonobstant toute loi à ce contraire, le coût total de l'acquisition à l'amiable ou de l'expropriation du terrain nécessaire pour l'ouverture de la rue Sherbrooke, à partir de la rue Fullum jusqu'à la rue Aylwin, sera imputé sur les fonds d'emprunt que la Cité a à sa disposition pour travaux permanents.

41. 1. La Cité peut acquérir à l'amiable ou par expropriation, en suivant la procédure indiquée dans la loi des chemins de fer de Québec et ses amendements, tous terrains vacants ou bâtis situés dans le territoire de la ville de Lasalle et de la Cité de Verdun et dont elle aura besoin pour les rues ou boulevards qu'elle se propose d'établir de chaque côté du canal de son aqueduc.

2. La Cité peut payer elle-même le coût d'acquisition de ces terrains et l'imputer sur le fonds d'emprunt, ou le charger, en tout ou en partie, aux propriétaires d'immeubles ayant front sur les boulevards projetés, et qui bénéficient de l'amélioration proposée, que ces immeubles soient situés dans ses limites ou dans les limites des villes de Lasalle et de Verdun, pourvu que les propriétaires ou les successeurs des propriétaires qui ont cédé ou céderont gratuitement à la Cité les terrains dont cette dernière aura besoin pour les fins susdites ne soient pas appelés à payer si la Cité le décide.

3. Cette répartition sur les propriétaires se fera suivant les dispositions de la charte de la Cité.

4. La Cité a le pouvoir de prendre possession au fur et à mesure que le nécessitera l'avancement de ses travaux, de tous terrains quelconques vacants ou bâtis, avant même de les avoir acquis, en donnant aux propriétaires de ces terrains un avis préalable de huit jours; mais elle devra procéder à acquérir ces terrains avec toute la diligence voulue.

5. Ces propriétaires pourront, si la Cité ne commence pas l'expropriation dans les trente jours qui suivront l'expiration dudit délai de huit jours, s'adresser par requête à un juge de la Cour supérieure pour faire déposer par la Cité, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, une somme représentant les deux tiers de la valeur réelle du terrain à exproprier. Cette valeur sera établie par affidavits. Ce dépôt pourra, à la discrétion du juge, être payé, en tout ou en partie, au propriétaire intéressé si le terrain à exproprier est libre de privilège et d'hypothèque.

6. La Cité peut prendre possession, sans payer d'indemnité pour le fond, de toute rue ou partie de rue, de toute ruelle ou partie de ruelle, publique ou privée, qui se trouve sur le parcours desdits boulevards, mais elle n'aura pas le droit de les fermer.

"10. Article 21 of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 9 Edward VII, chapter 82, section 2, is replaced by the following, from the date of the election of Commissioners in [April] 1914."

39. Notwithstanding the provisions contained in the acts 2 George V, chapter 56, section 43; 9 Edward VII, chapter 81, section 28, paragraph 1, sub-paragraph (h); 9 Edward VII, chapter 81, section 28, paragraph 1, sub-paragraph (k), as amended by 1 George V (2nd session), chapter 60, section 33; 9 Edward VII, chapter 81, section 28, paragraph 1, sub-paragraph (l), as amended by 2 George V, chapter 56, section 47; 2 George V, chapter 56, section 38; 2 George V, chapter 56, section 36; 2 George V, chapter 56, section 42; 2 George V, chapter 56, section 35; 9 Edward VII, chapter 81, section 28, paragraph 1, sub-paragraph (m); as amended by 2 George V, chapter 56, section 47; 1 George V (2nd session), chapter 60, section 41; 9 Edward VII, chapter 81, section 28, paragraph 1, sub-paragraph (n); the expropriations ordered or authorized by such acts shall be effected under the Quebec Railway Act, instead of under articles 7581 and following of the Revised Statutes, 1909, but the cost thereof shall be made in the manner indicated in such acts.

Article 428 of the City Charter shall apply to the above expropriations. This provision shall not apply to suits in expropriation now pending.

40. Notwithstanding any law to the contrary, the total cost of the acquisition by mutual agreement or of expropriation of the land required for opening Sherbrooke street, from Fullum street to Aylwin street, shall be charged to the loan fund which the City has at its disposal for permanent works.

41. 1. The City may acquire by mutual agreement or by expropriation, by following the procedure indicated in the Railway Act and its amendments, all lands, whether vacant or built upon, situated within the territory of the Town of Lasalle and of the City of Verdun and which it may require for the streets or boulevards which it intends to establish on each side of its aqueduct.

2. The City may itself pay the cost of the acquisition of such lands and charge the same against the loan fund or charge it, wholly or partly, to the proprietors of immovables fronting on the proposed boulevards and who benefit by the proposed improvement, whether such immovables be situated within its limits or within the limits of the towns of Lasalle and Verdun; provided that the proprietors or the successors of the proprietors who have ceded or may cede gratuitously to the City the lands which the latter may need for the above purposes, be not called upon to pay if the City so decides.

3. Such apportionment on the proprietors shall be effected in accordance with the provisions of the City Charter.

4. The City shall have power to take possession, as the progress of its work may necessitate, of any lands, whether vacant or built upon even before having acquired them, by giving to the owners of such land a previous eight days' notice, but it shall proceed to acquire said lands with all possible diligence.

5. Such proprietors may, if the City does not begin the expropriation in the thirty days following the expiration of such delay of eight days, apply by petition to a judge of the Superior Court to have an amount representing two thirds of the value of the land to be expropriated deposited in the hands of the Prothonotary of the Superior Court. Such value shall be established by affidavits. Such deposit may, at the discretion of the Court be paid wholly or partly to the proprietor interested if the land to be expropriated is free from privilege or hypothec.

6. The City may take possession, without paying any compensation or for the ground of any street or part of a street, lane or part of a lane, whether public or private, along the said boulevards, but it shall not have the right to close the same.



7. La Cité peut aussi, si elle le juge avantageux, acquérir de la même manière, plus que les immeubles dont elle a besoin pour les fins susdites, mais le coût de ce surplus sera supporté par elle seule.

8. La Cité a seule le pouvoir de faire sur lesdits boulevards tous les travaux municipaux qu'elle peut faire sur les rues situées dans son territoire, et d'en charger le coût suivant les dispositions de sa charte aux propriétaires d'immeubles situés en bordure desdits boulevards. Cette disposition ne libérera pas la Cité de l'obligation de pourvoir, à ses frais, à l'égouttement des eaux de surface provenant de tout ou partie du territoire de la ville Lasalle dont elle a intercepté et interceptera le cours par la construction de son aqueduc et desdits boulevards.

9. Les terrains faisant partie du canal de l'aqueduc et desdits boulevards resteront à perpétuité sous le contrôle exclusif de la Cité.

10. La surveillance, l'éclairage et l'entretien desdits boulevards seront à la charge de la Cité.

11. La construction des bâtiments, de quelque nature que ce soit, sur les lots ayant front sur lesdits boulevards, sera régie par les règlements de la Cité concernant les bâtiments.

12. Tout bâtiment devra être construit à au moins vingt-cinq pieds de la ligne desdits boulevards.

13. Si quelque dommage, dont la Cité peut être tenue responsable, est causé à un immeuble par le fait de l'établissement desdits boulevards, il devra être tenu compte, dans l'appréciation du montant de dommage, de la plus-value donnée à cet immeuble par ce même fait, et cette plus-value devra être déduite du montant de dommage souffert.

14. Les dispositions de l'article 428 de la charte s'appliquent aux expropriations ci-dessus.

42. Nonobstant toute loi ou règlement à ce contraire, la Cité peut permettre de construire, établir ou maintenir sur l'avenue du Parc, entre l'avenue Mont-Royal et la rue Bernard, des magasins ou places d'affaires, si des propriétaires riverains représentant soixante-quinze pour cent de l'évaluation municipale le demandent.

43. Lorsqu'un propriétaire subdivise son terrain en lots à bâtir, que le plan de subdivision de ces lots est enregistré et qu'il dispose par vente, promesse de vente ou autrement, de ces lots bornés par une rue projetée sur ce plan, la Cité peut, sur la demande d'un ou de plusieurs de ces acquéreurs ou prometteurs acquéreurs, faire sur ces rues projetées tous travaux municipaux qu'elle jugera à propos, sans être tenue de payer d'indemnité ou de dommages pour l'usage ou la possession de ces rues et charger le coût de ces travaux aux propriétaires riverains suivant les dispositions de la charte et des règlements. Cet article ne s'appliquera pas dans les cas où la Cité est tenue d'ouvrir une rue, en vertu d'une loi particulière.

44. Tout rôle de répartition pour le coût d'une expropriation, dans les cas où il n'y est pas spécialement pourvu, se fera suivant les dispositions de l'article 450 de la charte.

45. Toutes les propriétés immobilières que la Cité possède actuellement et possèdera à l'avenir dans les limites de la ville de Lasalle et qui seront utilisées pour l'aqueduc de la Cité de Montréal, ou comme rues ou boulevards seront, à compter du premier janvier 1914, exemptées de toutes taxes municipales quelconques ainsi que des taxes scolaires.

La présente disposition ne s'appliquera pas aux rôles actuellement en vigueur et se rapportant aux taxes générales annuelles, municipales ou scolaires, mais s'appliquera au rôle imposable des taxes spéciales payables par paiements annuels.

7. The City may also, if it deems advantageous, acquire in the same manner more than the immovables which it requires for the above purposes, but the cost of such excess shall be borne entirely by the City.

8. The City shall alone have power to perform, on the said boulevards, all such municipal works as it has the right to do on the streets situated within its territory and to charge the cost thereof to the owners of immovables bordering on said boulevards, in accordance with the provisions of its Charter. This provision shall not free the City from the obligation of providing, at its expense, for the draining of the surface waters from the whole or part of the territory of the town of Lasalle whose flow it has interrupted or may interrupt by constructing its aqueduct or making its boulevards.

9. The lands forming part of the aqueduct canal and of the boulevards shall remain perpetually under the exclusive control of the City.

10. The City shall be held to watch over, light and maintain said boulevards, at its own expense.

11. The erection of buildings of any description whatsoever on the lots fronting on said boulevards shall be governed by the by-laws of the City concerning buildings.

12. Every building shall be erected at a distance of at least twenty-five feet from the line of said boulevards.

13. In the event of any damages, for which the City may be held liable, being caused to any immovable by reason of the establishment of said boulevards, the increase in the value of such immovable resulting from such improvement shall be taken into account when appraising the amount of the damages, and such increase of value shall be deducted from the amount of the damages sustained.

14. The provisions of article 428 of the Charter apply to the above expropriations.

42. Notwithstanding any law or by-law to the contrary, the City may enact that it shall be lawful to erect, establish or maintain stores or places of business of on Park avenue, between Mount Royal avenue and Bernard street, if the proprietors bordering on the said street representing seventy-five per cent of the municipal value, ask for it.

43. If a proprietor subdivides his land into building lots and if the plan of the subdivision of such lots is registered, the City — in the event of any of such lots bounded by a street projected on said plan, being disposed of by sale, promise of sale or otherwise — may, at the request of one or more of the purchasers thereof or of the parties to whom promises of sale have been given, perform on such projected streets all such municipal works as it may deem advisable, without being held to pay any compensation or damages for the use or possession of said streets, and to charge the cost thereof to the bordering proprietors in accordance with the provisions of the Charter and By-laws. This article shall not apply to cases where the City is obliged to open a street under a special act.

44. Every roll of apportionment of the cost of any expropriation, in all cases not specially provided for, shall be made in accordance with the provisions of article 450 of the Charter.

45. All the immovables which the City now owns within the limits of the town of Lasalle and which may be utilized for the aqueduct of the City of Montreal or as streets or boulevards shall, from the 1st January 1914, be exempt from all municipal taxes whatsoever, as well as from school taxes.

This provision shall not apply to the rolls now in force and relating to general annual, municipal or school taxes, but shall apply to the rolls levying special assessments, payable by annual instalments.



46. Le Bureau des Commissaires peut faire vendre à l'encan par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers ou autres biens-meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession, si ces objets, effets ou biens-meubles sont le produit de vols ou ont été saisis ou confisqués par ses officiers de police ou se trouvaient en la possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles de qui la Cité a été obligée de pourvoir. Si ces biens sont réclamés après la vente, la Cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

47. Le règlement No 506, intitulé: "Règlement établissant un fonds de pension pour les employés permanents de la Cité de Montréal, adopté par le Conseil de Ville de Montréal le 16 octobre 1913, est déclaré valide et légal.

48. La résolution adoptée par le Conseil de Ville de Montréal le 19 août 1913, à l'effet d'accepter l'offre de la compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien de céder certain terrain pour l'élargissement du boulevard Gouin, est déclarée valide et légale, et la Cité de Montréal ainsi que la compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien, sont autorisés à donner effet à cette résolution.

49. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 35:

"35a. Les échevins et les commissaires restent en charge depuis la prestation de leur serment d'office jusqu'au jour de l'élection à laquelle ils doivent être remplacés et pas au delà de cette époque.

Le maire reste en fonction depuis la prestation de son serment d'office jusqu'à ce que son successeur ait prêté le serment d'office requis par la loi."

50. La Cité peut, en sus des pouvoirs qui lui sont déjà accordés par sa charte, faire des règlements sur toute matière mentionnée dans la loi d'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1909, articles 3867 à 3982), mais sous les restrictions édictées par cette loi; et les officiers chargés par la Cité d'exécuter ces règlements et ceux passés pour le même objet sous l'empire des autres dispositions de la charte, ont, en sus de ceux que la Cité peut leur conférer, tous les pouvoirs assignés par ladite loi aux officiers de l'autorité sanitaire municipale.

51. Lorsque, par suite du changement de niveau d'un trottoir, d'une rue ou d'une ruelle, quelque dommage est causé à une propriété bordant ce trottoir, cette rue ou cette ruelle, il devra être tenu compte, dans l'appréciation des dommages, de la plus-value donnée à cette propriété par ce changement de niveau et les travaux municipaux faits par la Cité, et cette plus-value devra servir à compenser pour autant le dommage souffert.

52. Nonobstant les dispositions du septième alinéa du paragraphe g de la section 1 de la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, le Conseil de la Cité de Montréal peut, en suivant les formalités prescrites par la charte de ladite Cité, amender, abroger ou remplacer le règlement No 37, concernant la construction d'édifices dans le quartier Ahuntsic.

53. La Cité peut, nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant tout règlement passé par la Chambre des Notaires, prendre un ou des notaires à son emploi et leur payer un salaire annuel fixe pour tenir lieu des honoraires auxquels ils auraient droit en vertu du tarif.

54. L'acte de cession fait à la Cité de Montréal, par Dame Catherine Mitcheson, veuve de feu Stanley Clark Bagg, es qualité et al., passé devant Mtre Robert A. Dunton, le troisième jour de décembre mil neuf cent treize, est par les présentes confirmé et ratifié.

46. The Board of Commissioners may cause to be sold by public auction, by a bailiff of the Superior Court, without any legal formality, and after the notices required for a sale of personal property on execution, the articles, moveables or other personal property remaining unclaimed within twelve months, which may be in its possession, if such articles, moveables or personal property have been stolen or have been seized or confiscated by its police officers or were in the possession of persons who have died and for whose funeral the City has had to provide. In the event of such property being claimed after the sale, the City shall be liable only for the proceeds of the sale, from which shall be deducted the costs of the sale and the other expenses which it may have incurred.

47. By-law No. 506, intituled "By-law to establish a pension fund for the permanent employees of the City of Montreal", adopted by the Council of the City of Montreal on the 16th October 1913, is declared valid and legal.

48. The resolution adopted by the Council of the City of Montreal on the 19th August 1913, for the acceptance of an offer made by the Canadian Pacific Railway Company of certain lots for the widening of Gouin boulevard, is declared valid and legal, and the City of Montreal, as well as the Canadian Pacific Railway Company, are authorized to carry out the said resolution.

49. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 35:

"35a. The aldermen and the Commissioners shall remain in office from the day they shall have taken their oath of office to the date of the election at which they are to be replaced, and not beyond such date.

The mayor shall remain in office from the date he shall have taken his oath of office until his successor has taken the oath of office required by law."

50. The City may, in addition to the powers already conferred upon it by its Charter, make by-laws on any matter mentioned in the Quebec Public Health Act (Revised Statutes, 1909, articles 3867 to 3982), but subject to the restrictions enacted by such act; and the officers appointed by the City to enforce such by-laws and those passed for the same purpose in virtue of the other provisions of the Charter, shall have all the powers assigned by the said act to the officers of the municipal health authority, in addition to those which the City may confer upon them.

51. Whenever by reason of the change of the level of any sidewalk, street or lane, any damages shall be caused to a property bordering on such sidewalk, street or lane, the increase in the value of said property resulting from such change of level and from the municipal works performed by the City, shall be taken into account when appraising the damages, and such increase or value shall compensate to a like amount for the damages sustained.

52. Notwithstanding the provisions of the seventh clause of paragraph (g) of section 1, of the act 1 George V (1910), chapter 48, the Council of the City of Montreal may, by following the formalities prescribed by the Charter of the said City, amend, repeal or replace by-law No. 37, concerning the construction of buildings in Ahuntsic Ward.

53. The City may, notwithstanding any law to the contrary and notwithstanding any by-law adopted by the Board of Notaries, take into its employ a notary or notaries and pay him or them an annual fixed salary in lieu of the fees to which he or they would be entitled under the tariff.

54. The deed of cession by Dame Catherine Mitcheson widow of the late Stanley Clark Bagg, es-quality et al., to the City of Montreal, passed before Robert A. Dunton, N. P., on the third day of December one thousand nine hundred and thirteen, is hereby confirmed and ratified.



55. La Cité est autorisée à faire des contrats avec toute compagnie ou municipalité pour la fourniture de l'eau, l'utilisation et la construction de canaux d'égouts, lorsque ladite Cité le juge désirable dans l'intérêt des habitants de son territoire.

56. En outre des pouvoirs qu'elle possède déjà de ce chef, la Cité peut emprunter une somme d'argent n'excédant pas deux millions pour les fins de son aqueduc et le ou les emprunts qui seront faits sous l'autorité du présent article ne feront pas partie de la dette fondée de cette Cité.

57. Le règlement No 514 concernant la pose des fils électriques, adopté le 17 novembre 1913, est par les présentes ratifié et confirmé.

58. Le coût des égouts qui seront construits à l'avenir dans le quartier Notre-Dame de Grâce, sera payé par les propriétaires de la manière indiquée dans le règlement 352 de la Cité ou dans tout autre règlement qui pourra être adopté dans l'avenir. Lorsqu'un égout sera construit et que le coût de cet égout sera mis à la charge des propriétaires, ces derniers auront droit d'être crédités sur le montant qui leur sera chargé pour cet égout, du montant déjà chargé à raison des mêmes immeubles pour ce qui excède le coût d'un égout de quinze pouces. Dans le cas où le coût d'un égout de quinze pouces a déjà été chargé aux propriétaires, il sera crédité à chaque propriétaire sur le montant qui lui sera chargé pour le nouvel égout ce qui a déjà été chargé, à raison du même immeuble pour l'égout de quinze pouces moins toutefois la dépréciation pour l'usage, et ce conformément à la section 13 dudit règlement 352.

Nonobstant les dispositions des règlements 35 et 60 passés par la Ville de Notre-Dame de Grâce, le coût des égouts déjà faits mais non encore reparti sera chargé aux propriétaires suivant les dispositions dudit règlement 352 et du présent article. Dans tous les cas prévus au présent article, les rôles seront faits suivant la procédure indiquée dans l'article 450 de la Charte, et l'article 564 ne s'appliquera plus au quartier Notre-Dame de Grâce en autant qu'il s'agit des égouts. Les rôles en vigueur ne seront pas affectés par la présente loi.

59. Nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant les résolutions et règlements municipaux adoptés pour des fins générales ou spéciales par les différentes municipalités annexées à la Cité de Montréal, et nonobstant les rôles de répartition pour taxes foncières spéciales actuellement en vigueur, et préparés en vertu de ces lois, résolutions et règlements, toute taxe spéciale foncière imposée et répartie en vertu desdits règlements, résolutions et desdits rôles, devra être payée à la Cité en dix versements égaux annuels et consécutifs suffisants pour éteindre, dans l'espace de dix ans, à compter du 1er mai 1914, ce qui reste dû en vertu de ces rôles avec intérêt à six pour cent sur toute balance restant due. Le premier versement deviendra dû le 1er mai 1914.

Les dispositions de l'article 466 de la Charte régleront pour l'avenir le mode de paiement des taxes qui seront imposées en vertu desdits règlements, lois et résolutions, mais la procédure pour la préparation des rôles restera celle indiquée dans l'article 564m de la Charte.

60. La section 40 de la loi 3 George V, chapitre 54, est remplacée par la suivante:

"40. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Cité pourra à l'avenir fixer et payer le taux d'intérêt qu'elle jugera à propos pour tout emprunt ou renouvellement d'emprunt qu'elle est autorisée à faire en vertu de la loi. Cette disposition s'appliquera aussi aux emprunts déjà autorisés par les règlements de la Cité portant les numéros 366, 384, 394, 423, 424, 425, 426, 441, 458 et 459, mais qui ne sont pas encore négociés.

61. L'article 421 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édité par la loi 3 George V, chapitre 54, section 20, est amendé en y ajoutant après le deuxième paragraphe, le paragraphe suivant: "Pour que la Cité de Montréal puisse exproprier une partie d'immeuble non requise pour les fins ci-dessus proposées, elle ne pourra le faire qu'avec le consentement du propriétaire."

62. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

55. The City is authorized to enter into contracts with any company or municipality for the supplying of water, the use and construction of sewers, when the said City deems the same advisable in the interest of the inhabitants of its territory.

56. In addition to the powers that it already has, the City may borrow a sum not exceeding two millions, for the purpose of its aqueduct and the loan or loans to be made under the authority of this article shall not be part of the City's consolidated debt.

57. By-law No. 514 respecting the laying of electric wires adopted the 17th November 1913, is hereby ratified and confirmed.

58. The cost of sewers to be constructed in Notre-Dame de Grâce Ward shall be paid by the proprietors in the manner indicated in by-law No. 352 of the City or in any other by-law that may in future be adopted.

When a sewer shall be built and the cost thereof charged to the proprietors, these shall have a right to be credited, on the amount charged them for such sewer, the amount which they were already charged by reason of the same immovables for that which may exceed the cost of a fifteen inch sewer. In the case where the cost of a fifteen inch sewer has already been charged on the said immovables, each proprietor shall be credited with the amount he has already been charged for the fifteen inch sewer less however the depreciation for use according to section 13 of the said by-law.

Notwithstanding the provisions of by-laws 35 and 50 passed by the Town of Notre-Dame de Grâce, the cost of the sewers already made but not yet assessed, shall be charged to the proprietor according to the provision of by-law No. 352 and of this article.

In all the cases provided for in the article, the rolls shall be made according to the procedure given in article 450 of the Charter and article 564 shall no longer apply to Notre-Dame de Grâce Ward as regards sewers.

The rolls now in force shall not be affected by this act.

59. Notwithstanding any law to the contrary, and notwithstanding the resolutions and municipal by-laws adopted for general or special purposes by the various municipalities annexed to the City of Montreal and notwithstanding the special assessment rolls now in force, and prepared in virtue of said by-laws, resolutions and rolls shall be paid to the City in ten annual equal and consecutive instalments, sufficient to cover, within a period of ten years, from the 1st May 1914, the amount remaining due in virtue of such rolls with interest at the rate of six per cent on any unpaid balance. The first instalment shall become due on the 1st May 1914.

The provisions of article 466 of the Charter shall in the future govern the mode of payments of assessments which may be levied in virtue of said by-laws, laws or resolutions.

60. Section 40 of the act 3 George V, chapter 54, is replaced by the following:

"40. Notwithstanding any by-law to the contrary, the City shall fix and pay the rate of interest it considers right on all loan or renewal of loans which it is authorized to make under the law. This provision shall apply to all loans already authorized by the by-laws numbered 366, 384, 394, 423, 424, 425, 426, 441, 458 and 459, but which are not yet negotiated.

61. Article 421 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by 3 George V, chapter 54, section 20, is amended by adding the following paragraph after the second paragraph: "In order to enable the City of Montreal to expropriate part of an immovable not required for the purposes above stated it can only be done with the consent of the proprietor."

62. This act shall come into force on the day of its sanction.



# DELIBERATIONS

## BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 10 mars 1914, a.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président. Tous présents.

1.—Soumis les profils des rues suivantes :

Sherbrooke, de de Lorimier à Montgomery ;  
Parthenais, de Amity à Rachel ;  
Amity, de Iberville à de Lorimier ;  
Fullum, de Rachel à Sherbrooke ;  
Montgomery, de Hochelaga à Sherbrooke ;  
Wurtele, de Hochelaga à Sherbrooke ;  
Hochelaga, de Beaufort à Fullum ;  
Hâvre, de Forsyth à nord de Hochelaga ;  
Rachel, de Iberville à Montgomery ;  
Hogan, de Hochelaga à Rachel ;  
Boulevard Rosemont, de Papineau à chemin Côte St-Michel ;  
Chaussé, de Amity à Gauthier.

Résolu : D'approuver lesdits profils, et de donner instructions au Secrétaire du Bureau de les signer.

2.—Soumise une communication de MM. O. Massicotte & Cie, offrant de vendre à la Ville, un terrain situé rue Buckingham, pour les fins de l'érection d'une caserne de pompiers et de police.

Résolu : De référer au Chef du Département des Incendies et au Surintendant de Police pour rapport.

3.—(17969) L'Echevin O'Connell et M. Albert Aier, se présentent devant le Bureau au sujet de la demande de la "St. Lawrence Laundry Company" pour permis de construire une bâtisse temporaire près du canal Lachine.

Après délibérations, il est

Résolu : De reconsidérer la résolution en date du 26 février 1914, et de faire rapport au Conseil recommandant que le permis demandé par la "St. Lawrence Laundry Company" lui soit accordé pour un an.

4.—Sur recommandation du Trésorier de la Cité, il est

Résolu : Que Son Honneur le Maire, le Trésorier de la Cité et le Contrôleur et Auditeur de la Cité soient priés de signer les bons du Trésor pour £300,000 destinés à renouveler un emprunt temporaire de £300,000 échéant à Londres, le 18 du présent mois, la date d'échéance et le taux d'escompte à être fixés suivant une entente à intervenir entre la Banque de Montréal et la Cité.

5.—Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, au sujet de la demande de M. J. A. Parent pour la vente de bière d'épinette sur le Parc LaFontaine.

Résolu : Que le Bureau ne peut accorder le permis demandé, vu qu'il existe un privilège exclusif pour la vente de rafraîchissements sur le Parc LaFontaine.

6.—(18120) Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, ainsi qu'un rapport du Surintendant des Parcs, au sujet de la demande de Madame Rose, pour le privilège de vendre des journaux et des pâtisseries, et de construire un kiosque sur le Square Viger.

## BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 10th March 1914, a.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair, and all the members of the Board.

1.—Submitted the profiles of the following streets:

Sherbrooke, from de Lorimier to Montgomery ;  
Parthenais, from Amity to Rachel ;  
Amity, from Iberville to de Lorimier ;  
Fullum, from Rachel to Sherbrooke ;  
Montgomery, from Hochelaga to Sherbrooke ;  
Wurtele, from Hochelaga to Sherbrooke ;  
Hochelaga, from Beaufort to Fullum ;  
Harbour, from Forsyth to north of Hochelaga ;  
Rachel, from Iberville to Montgomery ;  
Logan, from Hochelaga to Rachel ;  
Rosemont Boulevard, from Papineau to Côte St-Michel Road ;  
Chaussé, from Amity to Gauthier.

Resolved: To approve of said profiles and to give instructions to the Secretary of the Board to sign the same.

2.—Submitted a communication from Messrs. O. Massicotte & Co., offering to sell to the City a piece of land situated on Buckingham street for the erection of a fire and police station.

Referred to the Chief of the Fire Department and the Chief of Police for a report.

3.—(17969) Ald. O'Connell and Mr. Albert Aier appeared before the Board anent the application from the St. Lawrence Laundry Company, for permission to erect a temporary building near the Lachine Canal.

After deliberations, it was

Resolved: To reconsider the resolution dated the 26th February 1914 and to report to Council, recommending that the permission applied for by the St. Lawrence Laundry Company be granted for one year.

4.—On the recommendation of the City Treasurer, it was

Resolved: That His Worship the Mayor and the City Comptroller and Auditor be requested to sign Treasury bills to the amount of £300,000, for the renewal of the temporary loan of £300,000 maturing at London on the 18th instant, the date of maturity and rate of discount to be fixed according to the agreement to be entered into between the Bank of Montreal and the City.

5.—Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department anent the application from Mr. J. A. Parent for permission to sell spruce beer on La Fontaine Park.

Resolved: That the Board cannot grant said permission inasmuch as there exists an exclusive privilege for the sale of refreshments on La Fontaine Park.

6.—(18120) Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, and a report from the Superintendent of Parks, anent the application from Mrs. Rose, for the privilege of selling newspapers and cakes, and to erect a kiosk on Viger Square.



Résolu: Que le Bureau ne peut accorder le permis demandé pour les raisons mentionnées audit rapport.

7.—(18325) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, au sujet d'une demande de M. Bernard Rose, avocat, à l'effet de faire abandonner par un nommé Dunkner, locataire du Marché Saint-Laurent, son privilège de faire saigner des volailles dans un de ses étaux propice à cette fin, pour laisser le champ libre à un nommé Rosenbloom.

Résolu: Que le Bureau ne peut intervenir dans cette affaire.

8.—(18433) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, sur l'offre de la "Canadian Consolidated Rubber Company", de fournir sept couvertures en toile imperméable pour les engins du système de réfrigération au Marché Bonsecours, au coût approximatif total de \$75.00.

Résolu: D'autoriser l'Agent des Achats et des Ventes à acheter lesdites couvertures.

9.—(18543) Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: D'autoriser la construction à la journée de l'égout de la rue Fortune, jusqu'à la rue Fafard, pour lequel un crédit de \$1,200 a été voté.

10.—(18026) Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de permettre à la Compagnie de Téléphone Bell de pratiquer des ouvertures dans parties des rues ci-après mentionnées, pour l'installation de conduites souterraines.

Rues Saint-Urbain, Milton, Ontario, Prince-Arthur, Dorchester, Dowd, Lagauchetière, des Jurés, Clarke, Saint-Georges, Saint-Alexandre, Val Moral, Sainte-Catherine, du Couvent, Prud'homme, Girouard, Marcil, Wilson, Hampton, Beaconsfield, Peel, Chemin de la Côte Saint-Antoine, Notre-Dame de Grâce, Boulevard Saint-Joseph, des Carrières, Gilford, Mentana, Resther, Saint-André, Boyer, Chambord, Garnier, Marquette, Beaubien, Messier, Maple Wood, Lannes, Saint-Laurent, Esplanade, Van Horne, Vinet, de Lisle, Ontario, Bordeaux, Visitation, Amherst, Saint-Dominique et Saint-Timothée.

11.—(18450) Soumis un rapport de l'Assistant-Ingénieur en Chef, transmettant une liste des constructions temporaires autorisées depuis l'année 1900.

Résolu: De donner instructions à l'Ingénieur en Chef de prendre les mesures nécessaires pour faire démolir sans délai le bureau érigé par la "Canadian Hassam Paving Company Limited", au No 790 Boulevard Saint-Laurent, et qui devait être démolie le 1er mai 1913.

12.—Soumise une communication de la compagnie "Automobile Française Limitée", au sujet des soumissions reçues pour la fourniture de camions-automobiles.

Résolu: De référer à l'Agent des Achats et des Ventes.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 10 mars 1914, p.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président. Tous présents.

1.—Le Bureau procède à la continuation de l'enquête sur les causes de l'accident survenu à la conduite principale de l'Aqueduc, le 25 décembre 1913.

Sont présents: Mtes C. Laurendeau, Avocat en Chef de la Cité, J. L. Perron, représentant M. Georges Janin, Holden & Shaughnessy, représentant la "Cook Construction Company", et J. Sullivan, représentant M. Eugène O'Sullivan, assistant-ingénieur du Département des Travaux Publics.

Resolved: That the Board cannot grant said permission for the reasons mentioned in said report.

7.—(18325) Submitted a report from the Superintendent of Markets on the application from Mr. Bernard Rose, advocate, to cause Mr. Dunkner, tenant at St. Lawrence Market, to give up his privilege of bleeding fowls in one of his stalls, suitable for such purpose, in order that one Rosenbloom may carry on alone such industry.

Resolved: That the Board cannot intervene in this matter.

8.—(18433) Submitted a report from the Superintendent of Markets, on a letter from the Canadian Consolidated Rubber Company, offering to supply seven water-proof linen covers for the engines of the refrigerating plant at Bonsecours Market, at a total approximate cost of \$75.

9.—(18543) On the recommendation of the Asst.-Chief Engineer, it was

Resolved: To authorize the construction by day labor of a sewer on Fortune street, to Fafard street, for which an appropriation of \$1,800 has been voted.

10.—(18026) On the recommendation of the Asst.-Chief Engineer, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Bell Telephone Company be allowed to open parts of the hereunder mentioned streets for the installation of underground conduits:

St. Urbain, Milton, Ontario, Prince Arthur, Dorchester, Dowd, Lagauchetière, Jurors, Clark, St. George, St. Alexander, Val Moral, St. Catherine, Convent, Prud'homme, Girouard, Marcil, Wilson, Hampton, Beaconsfield, Peel, Côte St. Antoine Road, St. Joseph Boulevard, Carrières, Gilford, Mentana, Resther, St. André, Boyer, Chambord, Garnier, Marquette, Beaubien, Messier, Mapple Wood, Lannes, St. Lawrence, Esplanade, Van Horne, Vinet, de Lisle, Ontario, Bordeaux, Visitation, Amherst, St. Dominique and St. Timothée.

11.—(18450) Submitted a report from the Asst.-Chief Engineer, transmitting a list of temporary buildings erected since 1900.

Resolved: That instructions be given to the Chief Engineer to see that the office erected by the Canadian Hassam Paving Company, Limited, No. 790 St. Lawrence Boulevard, and which was to be demolished on the 1st May 1913, is pulled down.

12.—Submitted a communication from the firm "Automobile Française Limitée", anent the tenders received for the supply of motor trucks.

Referred to the Purchasing and Sales Agent.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 10th March 1914, p.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair, and all the members of the Board.

1.—The Board proceeded with the investigation on the causes of the accident on the main conduit of the Aqueduct which occurred on the 25th December 1913.

Were present: Messrs. C. Laurendeau, Chief City Attorney; J. L. Perron, representing Mr. Georges Janin; Holden and Shaughnessy, representing the Cook Construction Company, and J. Sullivan, representing Mr. Eugène O'Sullivan, Asst.-Engineer of the Public Works Department.



Les témoins suivants sont assermentés et rendent témoignage: M. Rudolph Hering, ingénieur civil, de Trenton, New-Jersey, M. Geo. W. Fuller, ingénieur hydraulique et sanitaire de New-York, M. Eugène O'Sullivan, en transquestion, M. T. W. Lesage, en transquestion.

Au cours du témoignage de M. Fuller, M<sup>re</sup> Holden demande l'autorisation de poser certaines questions à M. Fuller, laquelle autorisation lui est accordée, et M. Fuller s'engage à produire sa réponse par écrit, laquelle réponse sera produite comme exhibit No 5, avec une copie bleue des plans auxquels il y est fait mention.

M. Fuller avait produit précédemment comme exhibit No 4 le rapport de MM. Hering & Fuller, en date du 2 juillet 1910, sur le "plant" de filtration.

Et l'enquête est ajournée au 12 courant, à 2 heures p.m.

2.—(171014) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant la création d'un service spécial de contrôle, achats et réparations du matériel roulant, automobiles, trucks, etc., appartenant au Département des Travaux Publics, et recommandant que M. M. H. Necker, ingénieur-mécanicien, soit nommé pour prendre charge dudit service.

Résolu: Que M. Necker soit nommé à ladite position temporairement, et à l'essai, au salaire de \$150 par mois.

3.—Soumise une résolution adoptée à une assemblée d'un comité représentant le Board of Trade, l'Association des Manufacturiers Canadiens et le Montreal Builders' Exchange, au sujet de la conduite de l'enquête qui se poursuit actuellement sur les causes de l'accident survenu à l'aqueduc.

Résolu: De prier le Secrétaire d'accuser réception de ladite résolution.

Ajournement.

L. N. SENEICAL,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 11 mars 1914, a.m.

M. le Commissaire Lachapelle, Président; MM. Godfrey, Ainey et Dupuis.

1.—Soumis et lu un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant d'accepter les termes offerts par la Banque de Montréal, pour le renouvellement à trois mois de l'emprunt de £300,000 sur bons du Trésor, échéant le 18 courant, savoir: 3¼% d'escompte et les charges de ⅛% de commission, et 1/20% pour timbres.

Résolu: D'approuver ladite recommandation, si les taux ci-dessus mentionnés peuvent encore être obtenus, la date d'échéance desdits bons du Trésor devant être le 16 juin prochain, et lesdits bons devant être remplis par la Banque de Montréal sur les blancs laissés à cet effet dans les bons déjà délivrés.

2.—Soumis un rapport du Greffier-Adjoint de la Cité, M. R. Bauset, proposant un nouveau mode d'opération concernant la réception des relevés le soir des élections municipales, pour le 6 avril prochain, ledit mode devant comporter une dépense approximative de \$196 en outre de certaines dépenses à faire, concernant le traitement des préposés au téléphone qui seront employés ce soir-là.

Résolu: D'approuver ledit rapport, et d'autoriser M. Bauset à conclure tous les arrangements voulus pour cette fin.

Ajournement.

L. N. SENEICAL,  
Secrétaire.

The following witnesses were sworn and gave evidence: Mr. Rudolph Hering, Civil Engineer, of Trenton, New Jersey; Mr. Geo. W. Fuller, Hydraulic and Sanitary Engineer, of New York; Mr. Eugène O'Sullivan, in cross-examination; Mr. T. W. Lesage, in cross-examination.

In course of the evidence given by Mr. Fuller, Mr. Holden asked for authorization to put certain questions to Mr. Fuller, which authorization was granted, and Mr. Fuller was requested to make a reply in writing, which reply shall be filed as exhibit No. 5, with a blue-print of the plans mentioned therein.

Mr. Fuller had previously filed as exhibit No. 4, the report of Messrs. Hering and Fuller, dated the 2nd July 1910, on the filtration plant.

And the investigation was adjourned until the 12th instant, at 2 o'clock p.m.

2.—(17104) Submitted a report from the Chief Engineer, recommending the establishment of a special control service for purchase of and repairs to the rolling stock, automobiles, trucks, etc., belonging to the Public Works Department, and recommending that Mr. M. H. Necker, mechanical engineer, be appointed to take charge of said service.

Resolved: That Mr. Necker be appointed to said position, temporarily and on trial, at a salary of \$150 per month.

3.—Submitted a resolution adopted at the meeting of a Committee representing the Board of Trade, the Canadian Manufacturers' Association and the Montreal Builders' Exchange, in the manner in which the investigation now being held on the causes of the accident to the Aqueduct is conducted.

Resolved: That the Secretary be requested to acknowledge receipt of said resolution.

Adjourned.

L. N. SENEICAL,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 11th March 1914, a.m.

Commissioner Lachapelle, in the chair, and Messrs. Godfrey, Ainey and Dupuis.

1.—Submitted and read a report from the City Treasurer, recommending that the terms offered by the Bank of Montreal for the renewal for three months of the £300,000 loan on Treasury bills maturing on the 18th instant, be accepted, to wit: 3¼% discount and ⅛% commission and 1/20% for stamps.

Resolved: That said recommendation be approved if the above mentioned rates can still be obtained, the date of maturity of said Treasury bills to be on the 16th June next, and said bills to be filled up by the Bank of Montreal on the blanks for such purpose in the bills already delivered.

2.—Submitted a report from the Asst.-City Clerk, Mr. R. Bauset, suggesting a new method for the reception of the returns on the night of the municipal elections, for the 6th April next, said method to entail an approximate expenditure of \$196 plus the amount required to pay the services of the telephone operators to be employed on that night.

Resolved: To concur in said report and to authorize Mr. Bauset to make all the necessary arrangements in this connection.

Adjourned.

L. N. SENEICAL,  
Secretary.



Procès-verbal d'une séance conjointe du Bureau des Commissaires et du Comité nommé par le Conseil pour étudier avec le Bureau des Commissaires la question des Tramways, tenue le 11 mars 1914, a.m.

Sont présents: Son Honneur le Maire; MM. Ainey, Dupuis, Lachapelle et Godfrey; MM. les Echevins O'Connell, Macdonald, Turcot, Giroux, Larivière, Emard et Ménard; M. E. A. Robert, représentant la Compagnie des Tramways.

A l'ouverture de la séance, Son Honneur le Maire demande l'autorisation de se retirer pour des raisons personnelles, et M. le Commissaire Lachapelle est nommé Président.

Le Président fournit certaines explications concernant le droit que ce Comité a de discuter cette question, et tous les membres du Comité approuve ces explications.

Tous les membres du Comité déclarent, en rapport avec l'article publié dans le journal "La Patrie", qu'ils ne sont ni directement ni indirectement porteurs de bons, débentures, etc., de la Compagnie des Tramways.

M. E. A. Robert, le Président de ladite compagnie, déclare que sa compagnie n'a jamais offert aucune part ou participation quelconque, directement ou indirectement, à aucun des membres du Comité.

M. le Commissaire Godfrey suggère de diviser la question en trois parties, savoir: 1° Les routes et tunnels; 2° Les taux de passage; 3° Les franchises, ce qui est accepté par le Comité.

M. l'Echevin Giroux propose que l'ingénieur MacLeod fournisse des explications quant aux divers genres ou similitudes qui existent entre les propositions de la compagnie et le rapport des ingénieurs de la Ville, laquelle proposition est acceptée.

L'ingénieur MacLeod fournit ensuite les explications demandées, au sujet de l'élargissement de la rue Vitré, de l'établissement de tunnels pour le service rapide, et de tunnels sous le canal et sous les voies de chemin de fer. Et la séance est ajournée à mardi prochain, le 17 mars, à 10 heures a.m.

L. N. SENEAL,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 11 mars 1914, p.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président. Tous présents.

1.—Le Bureau procède à la continuation de l'enquête sur les causes de l'accident survenu à la conduite principale de l'Aqueduc, le 25 décembre 1913.

Sont présents: Mtres C. Laurendeau, Avocat en Chef de la Cité, J. L. Perron, procureur de M. Geo. Janin, Holden & Shaughnessy, représentant la "Cook Construction Co.", Sullivan & Rivet, représentant M. Eugène O'Sullivan.

Les témoins suivants sont assermentés et rendent témoignage: M. Eugène O'Sullivan; exhibit No 6, rapport en date du 1er mars 1900; M. Thomas O. Sullivan, entrepreneur; M. T. W. Lesage, ingénieur susintendant de l'Aqueduc; exhibit No 7, plans de section; exhibit No 8, plan général démontrant toute la longueur de la conduite à une échelle de 100 pieds au pouce.

11 est

Report of a joint meeting of the Board of Commissioners and of the Committee appointed by Council to consider the Tramway Question, held on the 11th March 1914, a.m.

Present: His Worship the Mayor, Messrs. Ainey, Dupuis, Lachapelle and Godfrey, Ald. O'Connell, Macdonald, Turcot, Giroux, Larivière, Emard and Ménard, Mr. E. A. Robert, representing the Tramways Company.

At the opening of the meeting, His Worship the Mayor asked for leave to retire for personal reasons, and Commissioner Lachapelle was called to the chair.

The Chairman gave certain explanations as regards the right of this Committee to discuss said question, and all the members of the Committee approved of said explanations.

All the members of the Committee stated, in connection with the article published in the newspaper "La Patrie" that they were neither directly or indirectly holders of bonds, debentures, etc., of the Tramways Company.

Mr. E. A. Robert, the Chairman of said company, stated that his company had never offered any share or participation whatever, directly or indirectly to any members of this Committee.

Commissioner Godfrey suggested that the question be divided in three parts, to wit: 1° Routes and tunnels; 2° Fares; 3° Franchises, which suggestion was accepted by the Committee.

Ald. Giroux moved that Mr. McLeod, engineer, be requested to give explanations as to the various points on which the proposals of the Company and the report of the City Engineers agree or disagree, which motion was adopted.

Mr. MacLeod, Engineer, then gave the explanations asked for, anent the widening of Vitré street, the establishment of tunnels for the rapid service and of tunnels under the canal and under the railway tracks.

And the meeting was adjourned until Tuesday next, the 17th March, at 10 a.m.

L. N. SENEAL,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 11th March 1914, p.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair, and all the members of the Board.

1.—The Board proceeded with the investigation on the causes of the accident which occurred at the main conduit of the aqueduct on the 25th December 1913.

Present: Messrs. C. Laurendeau, Chief City Attorney; J. L. Perron, Attorney for Mr. Geo. Janin; Holden and Shaughnessy, representing the Cook Construction Company; Sullivan and Rivet, representing Mr. Eugène O'Sullivan.

The following witnesses were sworn and gave evidence: Mr. Eugène O'Sullivan. Exhibit No. 6, report dated the 1st March 1900; Messrs. Thomas O. Sullivan, contractor; E. W. Lesage, Engineer Superintendent of the Aqueduct. Exhibit No. 7, plans of section, Exhibit No. 8, general plan showing the whole length of the conduit on a scale of 100 feet to the inch.

It was



Résolu: Il est ordonné à M. Angus W. Robertson, entrepreneur, de la Ville de Westmount, dans la Cité de Montréal, et à M. H. E. Plant, 112 rue Saint-Mathieu, dans ladite Cité, de comparaître le 12 mars courant, à 8 heures de l'après-midi, à l'Hôtel-de-Ville, dans la Cité de Montréal, devant le Bureau des Commissaires, pour rendre témoignage dans l'enquête tenue par ledit Bureau sur les causes de l'accident survenu à l'Aqueduc de la Cité de Montréal, et lesdits Angus W. Robertson et H. E. Plant sont requis de se conformer à la présente ordonnance sous toutes peines que de droit.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 12 mars 1914, a.m.

M. le Commissaire E. P. Lachapelle, Président; MM. Ainey et Dupuis.

1.—Soumises deux séries de mandats vérifiées par le Contrôleur de la Cité, aux montants respectifs de \$6,664.76 et \$71,388.16, suivant listes certifiées.

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—M. l'Echevin Larivière introduit une délégation de résidents de la paroisse Saint-Victor et demande le macadamisage de la rue Hector.

Résolu: De charger l'Agent des Achats et des Ventes de s'enquérir auprès de la compagnie "Canada Cement, pour savoir si la Ville pourrait obtenir de la pierre de ladite compagnie et à quelles conditions, et de référer cette requête à l'Ingénieur en Chef, pour préparation d'un estimé du coût du macadamisage de ladite rue.

3.—M. F. C. Laberge, se présente devant le Bureau, au sujet d'une offre de cession de rue faite le 18 juin 1913.

Après pourparlers, M. Laberge s'engage à faire une nouvelle offre par écrit

4.—(18399) Soumis un compte au montant de \$18.05 du Dr L. P. de Grandpré, pour frais de déplacement du 15 janvier au 1er mars 1914.

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

5.—(18510) Soumis un rapport de l'Assistant-Ingénieur en Chef, déclarant ne pouvoir recommander le permis demandé par M. H. Brunelle, pour construire une écurie de 30 places, au numéro 122 rue Préfontaine.

Résolu: En conséquence.

6.—Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: D'accorder les permis suivants:

- 18278 J. Oscar Morin, permis de recevoir, emmagasiner et vendre du bois de construction sur le lot No cad. 111, subd. 273 à 279, quartier Côte-des-Neiges, rue Mackenzie;
- 18295 Stanislas Léveillé, permis d'établir une boutique de voiturier sur le lot No cad. 11, subd. 1169-70, quartier Laurier, No 2910 Boulevard St-Laurent;
- 18323 Evariste Larivée, permis de recevoir, emmagasiner et vendre du bois de chauffage et du charbon, sur le lot No cad. 2643, subd. 1737, quartier St-Denis, No 3245 rue Alice;
- 18385 J. E. Jérôme, permis de recevoir, emmagasiner et vendre du bois de chauffage et charbon, sur le lot No cad. 324, subd. 10 et partie de 11, quartier St-Denis, No 950 rue Pontiac.

Resolved: That Mr. Angus W. Robertson, contractor of the Town of Westmount, and Mr. H. E. Plant, 112 St. Matthew street, of the City of Montreal, be ordered to appear on the 12th March instant, at 8 o'clock in the afternoon, at the City Hall, in the City of Montreal, before the Board of Commissioners, to give evidence in the investigation held by said Board on the causes of the accident which occurred on the aqueduct of the City of Montreal, and the said Angus W. Robertson and H. E. Plant are requested to comply with the present order under the penalties provided by law.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 12th March 1914, a.m.

Present: Commissioner E. P. Lachapelle, in the chair, and Messrs. Ainey and Dupuis.

1.—Submitted two series of warrants verified by the City Comptroller, amounting respectively to the sums of \$6,664.76 and \$71,388.16, as per certified lists.

Resolved: To authorize the payment thereof.

2.—Ald. Larivière introduced a delegation of citizens residing in the parish of St. Victor, and asked that Hector street be macadamized.

Resolved: That the Purchasing and Sales Agent be requested to communicate with the Canada Cement Co. in order to ascertain if the City could obtain stone from said Company and on what conditions, and that said petition be referred to the Chief Engineer with instructions to prepare an estimate of the cost of macadamizing said street.

3.—Mr. F. C. Laberge appeared before the Board anent his later dated the 18th June 1913, offering to cede a street.

After discussion, Mr. Laberge was requested to make a new offer in writing.

4.—(18399) Submitted an account amounting to \$18.05 from Dr. L. P. de Grandpré, for transportation from the 15th January to the 1st March 1914.

Resolved: To authorize the payment of said account.

5.—(18519) Submitted a report from the Asst.-Chief Engineer, stating that he could not recommend that Mr. H. Brunelle be allowed to erect a 30 stall stable, on No. 122 Préfontaine street.

Resolved: Accordingly.

6.—On the recommendation of the Asst.-Chief Engineer, it was

Resolved: To grant the following permits:

- 18278 J. Oscar Morin, to receive, store and sell lumber on Cad. lot No. 111, subd. 273 to 279, Côte des Neiges Ward, MacKenzie street;
- 18295 Stanislas Léveillé, to establish a wheelwright shop on Cad. lot No. 11, subd. 1169-70, Laurier Ward, No. 2910 St. Lawrence Boulevard;
- 18323 Evariste Larivée, to receive, store and sell coal and wood on Cad. lot No. 2645, subd. 1737, St. Denis Ward, No. 3245 Alice street;
- 18385 J. F. Jerome, to receive, store and sell wood and coal on Cad. lot No. 324, subd. 10, and part of 11, St. Denis Ward, No. 950 Pontiac street.



7.—Il est

Résolu: De demander à l'Ingénieur en Chef (N. Chaussé) de faire rapport sans délai sur la question posée par l'Echevin Lapointe, concernant les échelles de sauvetage à l'Hôtel-de-Ville

8.—(18579) Soumis un rapport du Greffier-Adjoint de la Cité (M. Crépeau), recommandant l'achat de deux classes-papier métallique et de 2,000 chemises spéciales et de 500 indicateurs.

Résolu: De référer à l'Agent des Achats et des Ventes.

9.—(18390) Soumis un rapport du Directeur du "Bulletin Municipal", recommandant de faire relier les volumes de la "Gazette Municipale" pour 1912 et 1913.

Résolu: De référer au Surintendant des Impressions avec instructions de faire droit à cette demande.

10.—Soumise une communication de M. L. Langevin, entrepreneur pour la construction du poste de police et de pompiers du quartier Longue-Pointe, déclarant consentir à ce que la Cité de Montréal prenne possession de cette bâtisse, cette prise de possession ne devant pas être interprétée comme une acceptation de ladite bâtisse, avant que l'architecte ne l'ait lui-même acceptée.

Résolu: D'accepter cette déclaration, et d'en informer les départements intéressés et d'autoriser la remise d'un dépôt de \$9,300 à l'entrepreneur, M. L. Langevin.

11.—Soumis le profil de la rue Christophe Colomb, préparé par les ingénieurs du Département des Travaux Publics.

Résolu: D'approuver ledit profil, et de prier le Secrétaire du Bureau de le signer.

12. Sur recommandation du Département en Loi et des Experts, il est

Résolu: D'autoriser le règlement des réclamations suivantes à même le fonds de réserve:

|  |       |
|--|-------|
| Recorder H. H. Semple, — services professionnels . . . . . | \$200 |
| 8270 Alphonse Beaudoin, — auto brisée . . . . .            | 42    |
| 8482 Rosario Désautels, — voiture brisée . . . . .         | 17    |
| 8427 J. H. Lacerte, — auto brisée . . . . .                | 135   |

13.—(17369) Soumis un rapport de l'Assistant-Ingénieur en Chef, au sujet de l'inspection des bâtisses expropriées pour la construction du viaduc de l'avenue du Parc, et de l'étañonnage des planchers et de la toiture de la partie de ces constructions qui ne doit pas être démolie.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 12 mars 1914, p.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président. Tous présents.

1.—(18477-18580) Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: D'autoriser la remise des dépôts suivants:

- 1° Palermo, Gentile & Cie. — dépôt de \$300, en rapport avec la construction d'un égout dans la rue Turenne, entre les rues Monsabré et Louis Veullot;
- 2° C. N. Moineau, — dépôt de \$10,000, en rapport avec la construction d'égouts dans différentes rues, de la propriété Monkland;
- 3° Palermo, Gentile & Cie. — dépôt de \$360 en rapport avec la construction d'un égout dans la rue MacGregor.

7.—Resolved: That the Chief Engineer (Mr. Chaussé) be requested to report without delay on the question put by Ald. Lapointe re fire escapes at the City Hall.

8.—(18579) Submitted a report from the Asst.-Chief City Clerk (Mr. Crépeau), recommending that two filing cabinets, 2,000 special folders and 500 numerical guides be purchased.

Referred to the Purchasing and Sales Agent.

9.—(18390) Submitted a report from the Editor of the "Municipal Bulletin", recommending that the volumes of the Municipal Gazette for 1912 and 1913 be bound.

Referred to the Superintendent of the Printing Department with instructions to comply with said request.

10.—Submitted a letter from Mr. L. Langevin, contractor for the construction of the police and fire station of Longue Pointe Ward, stating that he has no objection to the City of Montreal taking possession of said buildings, provided that this taking of possession shall not be construed as an acceptance of said building, before the architect himself has accepted the same.

Resolved: That said statement be accepted and that the interested departments be informed thereof and that refund of a deposit of \$9,300 made by the contractor, Mr. Langevin, be authorized.

11.—Submitted the profiles of Christophe Colomb street, prepared by the engineers of the Public Works Department.

Resolved: That said profile be approved and that the Secretary of the Board be requested to sign the same.

12.—On the recommendation of the Law Department and of the Experts, it was

Resolved: To authorize the settlement of the following claims, the same to be charged against the reserve fund:

|  |       |
|--|-------|
| Recorder H. E. Semple, professional services     | \$200 |
| 8270 Alphonse Beaudoin, automobile broken ..     | 42    |
| 8482 Rosario Desautels, vehicle broken . . . . . | 17    |
| 8427 J. H. Lacerte, automobile broken . . . . .  | 135   |

13.—(17369) Submitted a report from the Asst.-Chief Engineer on the inspection of buildings expropriated for the construction of Park avenue subway, and the shoring of the floors and of the roof of that part of said buildings which is not to be demolished.

Referred to the Law Department for a report.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 12th March 1914, p.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair, all the members of the Board.

1.—(18477-18589).—On the recommendation of the Asst.-Chief Engineer, it was

Resolved: That the following deposits be refunded:

- 1° Palermo, Gentile & Cie, deposit of \$300 made in connection with the laying of a sewer in Turenne street, between Monsabré and Louis Veuillot streets;
- 2° C. H. Moineau, deposit of \$10,000, made in connection with the laying of sewers in different streets on the Monkland property;
- 3° Palermo, Gentile & Cie, deposit of \$360, made in connection with the laying of a sewer in MacGregor street.



2.—Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: D'accorder les permis suivants:

- 1° (18292) Montreal Vulcanizing Company, permission de recevoir, emmagasiner et vendre de la gazoline sur le lot No cad. partie N. O. 613, quartier Saint-Georges, p. 496 rue Dorchester Ouest;
- 2° (18293) C. E. Barnard, permis de recevoir et emmagasiner de la gazoline sur le lot No cad. p-1768, quartier Saint-Georges, 313 Stanley;
- 3° (18134) The James Robertson Co., Ltd., permis d'emmagasiner de la gazoline et des automobiles pour les fins de leur commerce, sur le lot No cad. 1689, quartier Sainte-Anne, 228 rue Anne;
- 4° (18232) J. C. Vallée, permis de construire un entrepôt pour immeubles, sur le lot No cad. 2624, quartier Saint-Gabriel, rue Chateaugay.

3.—(18470) Soumis les rapports du Département des Incendies, et de l'Agent des Achats et des Ventes, sur les soumissions reçues pour la fourniture de 200 bâches (salvage covers).

Résolu: D'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire, The Canadian Fire Hose Company, au prix de \$13.85 la bâche, d'autoriser la remise du dépôt de la Canadian Consolidated Rubber Company, et de prier Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité de signer le contrat à intervenir.

4.—(18548) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation de lampes additionnelles aux endroits mentionnés au rapport.

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

5.—(15461) Soumis le dossier au sujet de la réclamation de Madame Exilda Naud, veuve de l'ex-contremaître Alphonse Naud, à l'effet de se faire payer une indemnité en vertu de la résolution du Conseil du 18 janvier 1875.

Résolu: D'informer Madame Naud que, conformément à l'opinion du Département en Loi, la raison pour laquelle M. Naud a quitté son emploi n'est pas prévue dans la résolution du 18 janvier 1875, et ses héritiers n'ont pas droit à l'indemnité qu'ils réclament.

6.—(16400) Soumise une communication de MM. Lafleur, McDougall & Cie, au sujet de l'indemnité qui serait due aux héritiers du pompier Jos. McDonnell.

Résolu: D'informer MM. Lafleur & Cie de se mettre en communication avec le Chef du Département des Incendies à ce sujet.

7.—(14720) Soumis le rapport du Chef du Département des Incendies, sur l'offre de M. Prieur de vendre à la Ville un certain nombre de valves d'arrêt.

Résolu: D'ajourner l'étude de cette question.

8.—Soumis le rapport de l'Agent des Achats et des Ventes, et du Chef du Département des Incendies, sur les soumissions reçues pour la fourniture de 20 tables de billard pour le Département des Incendies.

Résolu: D'accorder le contrat à la "Brunswick Balke Collender Company" au prix de sa soumission, savoir: \$4,000, d'autoriser la remise des dépôts aux soumissionnaires qui n'ont pas obtenu le contrat, et de prier Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité de signer le contrat à intervenir.

9.—(18592) Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: D'autoriser la remise à la "Sicily Asphaltum Paving Company" d'un montant de \$1,128.04, représentant le pourcentage sur le pavage de partie des rues Berri, Saint-André et Le Royer.

10.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, au montant de \$5,669.80, suivant liste certifiée.

Résolu: D'en autoriser le paiement.

2.—On the recommendation of the Asst.-Chief Engineer, it was

Resolved: To grant the following permits:

- 1° (18292) Montreal Vulcanizing Co., to receive, store and sell gasoline on Cad. lot No. part N. W. 613, St. George Ward, 496 Dorchester West;
- 2° (18293) C. E. Barnard, to receive and store gasoline on Cad. lot No. p. 1768, St. George Ward, 313 Stanley street;
- 3° (18134) The James Robertson Co., Ltd., to store gasoline and automobiles for the purposes of their business, on Cad. lot No. 1689, St. Ann's Ward, 228 Ann street;
- 4° (18232) J. O. Vallée, to erect a warehouse for furniture on Cad. lot No. 2624, St. Gabriel Ward, Chateaugay street.

3.—(18470) Submitted reports from the Chief of the Fire department and from the Purchasing and Sales Agent, on the tenders received for the supply of 200 salvage covers.

Resolved: That the contract be awarded to the lowest tenderer, the Canadian Fire Hose Company, at the price of \$13.85 per cover, that the deposit made by the Canadian Consolidated Rubber Company be refunded and that His Worship the Mayor and the City Clerk be requested to sign the contract in this connection.

4.—(18548) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending that additional lights be reinstalled at the places mentioned in said report.

Resolved: To concur in said report.

5.—(15461) Submitted the documents concerning the claim from Mrs. Exilda Naud, widow of ex-fireman Alphonse Naud, for the payment of an inmenity in virtue of the resolution of Council, dated the 18th January 1875.

Resolved: That Mrs. Naud be informed that in accordance with the opinion of the Law Department, the reason why Mr. Naud had left his position is not covered by the resolution dated the 18th January 1875, and that his heirs are not entitled to the indemnity claimed by them.

6.—(16400) Submitted a communication from Messrs. Lafleur, McDougall & Co., anent the indemnity alleged to be due to the heirs of fireman Jos. McDonnell.

Resolved: That Messrs. Lafleur & Co. be requested to communicate with the Chief of the Fire Department in this connection.

7.—(14720) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, on the offer from Mr. Prieur to sell to the City a certain number of cut-off valves.

Consideration deferred.

8.—Submitted a report from the Purchasing and Sales Agent and from the Chief of the Fire Department, on the tenders received for the supply of 20 billiard tables for the Fire Department.

Resolved: To award said contract to the Brunswick Balke Collender Company, at the price of their tender, to wit: \$4,000, to authorize the refund of deposits to the unsuccessful tenderers and to request His Worship the Mayor and the City Clerk to sign the contract in this connection.

9.—(18592) On the recommendation of the Asst.-Chief Engineer, it was

Resolved: To authorize the refund to the Sicily Asphaltum Paving Company, of a deposit of \$1,128.04, representing the percentage retained on the cost of the paving of part of Berri, St. André and Le Royer streets.

10.—Submitted warrants verified by the City Comptroller, amounting to \$5,669.80, as per certified list.

Resolved: To authorize the payment thereof.



11.—(18272) Soumise une communication de M. Jos. Elie, demandant la résiliation de son contrat pour la livraison d'une certaine quantité de charbon.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

12.—Il est

Résolu: Qu'une somme de \$450 soit votée pour payer le salaire de M. M. Necker, qui a été nommé pour prendre charge d'un service spécial de contrôle, achats et réparations du matériel roulant, automobiles, trucks, etc., par résolution en date du 10 courant, ladite somme devant être imputée sur le crédit voté au Département de l'Aqueduc, pour l'engagement de deux commis supplémentaires.

M. le Commissaire Ainey laisse son siège.

13.—(17937) Le Bureau prend en considération le rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, recommandant la réorganisation du Département d'Hygiène.

Après mûre délibération et étude de la question, il est

Résolu: D'approuver le principe de la réorganisation dudit département, comme suit:

1° La Statistique:

- Les statistiques diverses.
- L'enregistrement des naissances et des décès.
- Le recensement.
- Le casier sanitaire des habitations.

2° La Police Sanitaire:

- L'inspection sanitaire des logis.
- L'inspection sanitaire des établissements industriels.
- L'inspection sanitaire des bâtisses publiques.
- L'inspection sanitaire des hôtels.
- L'inspection sanitaire des salons de coiffure.
- L'inspection de la voirie — rues, ruelles.

3° L'Inspection des Aliments:

- Le lait, les étables et les établissements de commerce, à la ville et à la campagne.
- Les substances alimentaires diverses.
- Les établissements de commerce et de fabrication.
- Les abattoirs.
- La glace.
- Les entrepôts.
- Les entrepôts frigorifiques.
- Les ustensiles.

4° L'Inspection Médicale des Ecoles:

- Les médecins-inspecteurs.
- Les garde-malades.
- Les enfants.
- La fiche individuelle.
- La maison d'école.

5° Les Maladies Contagieuses:

- Les déclarations des maladies diverses.
- Les inspections:
  - Superficielles — Habitations.
- Les désinfections:
  - Profondes — Literies, etc. Stations de désinfection auto-claves.
- La vaccination anti-varioloque:
  - Pour la variole.
- Les hôpitaux:
  - Civiques.
- Le transport des contagieux.

11.—(18272) Submitted a communication from Mr. Jos. Elie, asking that his contract for the delivery of a certain quantity of coal be rescinded.

Referred to the Law Department for a report.

12.—It was

Resolved: That a sum of \$450 be voted to pay the salary of Mr. M. Necker, who has been appointed to control the purchases of and repairs to the rolling stock, automobiles, trucks, etc., by resolution dated the 10th instant, the said sum to be charged against the appropriation voted to the Department of the Aqueduct for the engagement of two extra clerks.

Commissioner Ainey left his seat.

13.—(17937) The Board considered the report of the Medical Health Officer, recommending the reorganization of the Hygiene Department.

After mature deliberation, it was

Resolved: To approve the principle of reorganizing the said Department, as follows:

1° Statistics:

- Various statistics.
- Registration of births and deaths.
- Census.
- Sanitary condition of dwellings.

2° Sanitary Police:

- Sanitary inspection of lodgings.
- Sanitary inspection of industrial establishments.
- Sanitary inspection of public buildings.
- Sanitary inspection of hotels.
- Sanitary inspection of barber shops.
- Inspection of streets and lanes.

3° Food inspection:

- Milk, stables and commercial establishments in the City and in the country.
- Food products generally.
- Commercial establishments and factories.
- Abattoirs.
- Ice.
- Warehouses.
- Refrigerators.
- Utensils.

4° Medical School Inspection:

- Medical Inspectors.
- Nurses.
- Children.
- Individual record.
- School-house.

5° Contagious diseases:

- Reporting of the different diseases.
- Inspections.
- Disinfections:
  - Superficial.
  - Dwellings.
  - Thorough.
  - Beddings, etc.
  - Autoclave disinfection stations.
- Anti-small pox vaccination.
- Hospitals:
  - For small pox.
  - Civic.
- Transportation of persons affected with contagious diseases.



## 6° Les Laboratoires :

## Les analyses bactériologiques :

Du lait.

De l'eau — Montreal Water and Power Co., Aqueduc de Montréal, autres aqueducs.

Pathologiques — demandées par les médecins.

Diverses substances alimentaires, etc. :

Du lait — constituants, falsifications, antiseptiques.

De l'eau — substances organiques, etc., métaux toxiques, etc.

## Les analyses chimiques :

Des substances alimentaires diverses — pureté, falsifications, antiseptiques, substances toxiques, métaux toxiques.

## 7° Le Génie Sanitaire :

Auquel seraient soumis, avant qu'ils ne soient acceptés :

- Les plans de tout projet de construction;
- D'usine de filtration et de stérilisation de l'eau;
- De ferme d'épuration;
- D'égouts et de drainage;
- D'usine pour le traitement des eaux d'égouts;
- De plomberie;
- D'usine d'incinération;
- De bains publics;
- De chalets de nécessité;
- De toute nouvelle bâtisse publique ou privée.

## 8° Le Service Médical Municipal :

Un médecin, un chirurgien, un oculiste, un neurologue-alieniste :

- Les examens des incurables.
- Les examens des fous.
- Les examens des nécessiteux.
- Les examens des réfugiés de nuits, et les visites aux employés malades.
- Les examens des candidats aux positions.
- Les examens dans les cas de demande de congé.
- Les examens de demandes de pension.
- Les examens des accidents.

Un service auxiliaire :

La lutte anti-tuberculeuse :

- Le Refuge Meurling.
- Les bains publics.
- Les chalets de nécessité.
- Les dispensaires.
- Les bains publics.
- Les chalets de nécessité.
- Les dispensaires — les médecins.
- Les visites à domicile — les garde-malades.
- L'hospitalisation.
- Les déclarations.
- Les désinfections.
- L'éducation du peuple — les conférences, les distributions de feuillets.

## 9° L'Assistance Municipale :

La lutte contre la mortalité infantile :

Les gouttes de lait — La direction de l'alimentation, les conseils sur l'hygiène, les distributions de feuillets.

## 6° Laboratories :

Bacteriological analysis of milk.

Bacteriological analysis of water:

Montreal Water &amp; Power Co.

Montreal Aqueduct.

Other aqueducts.

Pathological analysis asked for by physicians of food stuffs.

Bacteriological analysis of milk:

Constituents.

Adulteration.

Antiseptic.

Bacteriological analysis of water:

Organic substances, etc.

Toxic metals, etc.

Chemical analysis of different food stuffs:

Purity.

Adulteration.

Antiseptic.

Toxic substances.

Toxic metals.

## 7° Sanitary Engineer :

To whom should be submitted before they are accepted:

- The plans of all proposed buildings.
- Water filtration and sterilization plants.
- Sewage forms.
- Sewers and drains.
- Plants for the treatment of sewage.
- Plumbing works.
- Incinerators.
- Public baths.
- Public comfort stations.
- All new public or private buildings.

## 8° Municipal Medical Service :

One physician, one Surgeon, one Oculist, one Neurologist-Alienist :

- The examination of incurables.
- The examination of insane.
- The examination of destitute persons.
- The examination of night refuges and visits to sick employees.
- The examination of candidates for positions.
- The examination in cases of leave of absence.
- The examination of applications for a pension.
- The examination of employees who meet with accidents.

An auxiliary service :

- Meurling Refuge.
- Public baths.
- Public comfort stations.

The anti-tuberculous strife :

- Dispensaries.
- Visits to the homes of patients (physicians and nurses).
- Hospital accommodation.
- Declarations.
- Disinfections.
- The education of the people by lectures and distribution of circulars.

## 9° Municipal Assistance :

The strife against infantile mortality :

- Milk depots:
- Diet.
- Advices re hygiene.
- Distribution of circulars.



Les visites à domicile — Les garde-malades, les distributions de feuillets.

L'éducation des mères — Les conférences, les distributions de feuillets.

La comptabilité — La comptabilité proprement dite, la collection.

Les enquêtes — Les fous, les incurables, les nécessiteux, les hospitalisés: tuberculeux, hôpital civique, hôpital pour la variole.

10° L'Incinération:

Les gadoues.

Le personnel.

Le matériel — chevaux, voitures, etc.

La collecte.

Les terrains de dépôts.

Les incinérateurs.

Le Bureau.

11° Le Bureau du Directeur:

Le Directeur.

Le Secrétaire.

Le Secrétaire-Archiviste.

Le Clavigraphiste.

Le Messenger.

12° La Bibliothèque et le Bulletin.

14.—(18538) Soumis un rapport de l'Assistant-Ingénieur en Chef, recommandant de voter un crédit additionnel de \$84,000, payable entièrement par la Cité, pour parfaire le montant nécessaire à la construction des quatre ières sections de l'égout collecteur du quartier Notre-Dame de Grâce.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

15.—(18432) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant l'installation de deux appareils portatifs à \$50 chacun, au Refuge Meurling, et de deux téléphones aux résidences privées du Directeur de l'Assistance Municipale et du Surintendant du Refuge Meurling.

Résolu: D'accorder ladite autorisation.

16.—Soumis un mandat au montant de \$8,130.04, en faveur de M. Norman M. MacLeod, entrepreneur en charge des travaux du "plant" de filtration.

Résolu: D'autoriser le paiement dudit mandat, sujet à l'approbation du Département en Loi, et pourvu que M. MacLeod fournisse un état détaillé, ainsi que les "vouchers" de ses sous-contracteurs, montrant les paiements reçus par eux, pour le matériel et les appareils qui ont été mentionnés dans les estimés, tel qu'indiqué dans la lettre de l'Ingénieur résident, M. F. E. Field, en date du 3 juillet 1913.

17.—Sur recommandation du Contrôleur et Auditeur de la Cité, il est

Résolu: Que M. Damase Olivier soit nommé à la position laissée vacante par la promotion de M. R. Fauteux, caissier à la Cour du Recorder, au salaire de \$700 par année, le montant nécessaire pour payer ledit salaire devant être imputé sur le crédit de \$100,000 voté pour réajustement de salaire et engagement de personnel nouveau.

House to house visits:

Nurses.

Distribution of circulars.

The education of mothers:

Lectures.

Distribution of circulars.

Book-keeping:

Book-keeping proper.

Collection.

Investigations:

The insane.

The incurables.

Destitute persons.

The patients committed to a hospital:

Tuberculous.

Civic hospitals.

Small pox hospital.

10° Incineration:

Garbage.

Staff.

Equipment:

Horses.

Vehicles, etc.

Collection of garbage.

Dumps.

Incinerators.

Office.

11° Director's Office:

Director.

Secretary.

Recording Secretary.

Typewriter.

Messenger.

12° Library and Bulletin.

14.—(18538) Submitted a report from the Asst.-Chief Engineer, recommending that an additional appropriation of \$84,000, payable entirely by the City, be voted to make up the amount required for the construction of the first four sections of the main sewer in Notre-Dame de Grâce Ward.

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

15.—(18432) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that two desk telephones, at a cost of \$50 each, be installed at the Meurling Refuge, and that two telephones be installed at the private residences of the Director of the Municipal Assistance and of the Superintendent of the Meurling Refuge respectively.

Resolved: To concur in said recommendation.

16.—Submitted a warrant amounting to \$8,130.04 in favor of Mr. Norman M. MacLeod, contractor in charge of the filtration plant.

Resolved: To authorize the payment of the said warrant, subject to the approval of the Law Department and provided that Mr. MacLeod furnishes a detailed statement as well as the "vouchers" of his sub-contractors, showing the sums received by them for the materials and apparatus mentioned in the estimates, as indicated in the letter of the resident Engineer, Mr. F. E. Field, dated the 3rd July 1913.

17.—On the recommendation of the City Comptroller and Auditor, it was

Resolved: That Mr. Damase Olivier be appointed to the position which has become vacant by the promotion of Mr. R. Fauteux, cashier of the Recorder's Court, at a salary of \$700 per annum, the amount required to pay the said salary to be charged against the appropriation of \$100,000 voted for the readjustment of salaries and engagement of new employees.



18.—Sur recommandation du Contrôleur et Auditeur de la Cité, il est

Résolu: Que MM. Oswald Gagné et Hervé Demers soient nommés commis dans son département, au salaire de \$700 chacun voté pour ces positions.

19.—Sur recommandation du Contrôleur et Auditeur de la Cité, il est

Résolu: Que M. Z. Gauthier, actuellement assistant-payeur, soit promu à la position de comptable de la Division Nord du Département de la Voirie, en remplacement de M. A. Baquet, promu à une autre position, et que le salaire dudit M. Gauthier soit porté à \$900 par année.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 12 mars 1914, 8 p.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président; MM. les Commissaires Ainey, Dupuis et Godfrey.

Sont aussi présents: M. Charles Laurendeau, Avocat en Chef de la Cité; M. J. L. Perron, représentant de M. Georges Janin; MM. Holden et Shaughnessy, représentants de la "Cook Construction Company"; M. J. O. Sullivan, représentant de M. Eugène O'Sullivan.

Les témoins suivants sont examinés: M. Eugène O'Sullivan; M. Jos. A. A. Leclaire, entrepreneur général; M. Charles Loveland, interrogé à la demande de M. Geo. Janin; M. Nell Thorpe, interrogé à la demande de M. Geo. Janin; M. Frank Henty; M. T. W. Lesage; Exhibit 9, copie de lettre à la compagnie Cook, en date du 23 décembre 1913; Exhibit 10, copie de lettre à M. Eugène O'Sullivan, en date du 23 décembre 1913.

Et la séance est ajournée au 13 courant, à 2.30 hrs p.m.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 13 mars 1914, a.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée; MM. Lachapelle et Dupuis.

1.—(18580) Soumis un compte de M. G. Hurtubise, au montant de \$750, pour honoraires en rapport avec l'expropriation de la rue Sherbrooke Est.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

2.—(17466) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la réclamation de Dame Veuve F. Thibault, pour le paiement d'une indemnité de \$1,000, en vertu de la résolution du Conseil du 18 janvier 1875.

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite indemnité, à Madame Thibault, cette dernière devant donner une quittance notariée à la Ville.

3.—Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, recommandant, en conformité du programme de réorganisation adopté le 12 courant, la création d'une nouvelle position.

Résolu: Que les positions suivantes soient créées, et que les salaires ci-après mentionnés soient votés à même le montant de \$100,000 voté pour réajustement de salaire et engagement de personnel nouveau:

18. On the recommendation of the City Comptroller and Auditor, it was

Resolved: That Messrs. Oswald Gagné and Hervé Demers be appointed clerks in his department at a salary of \$700 each, the amount required to pay said salaries having already been voted.

19.—On the recommendation of the City Comptroller and Auditor, it was

Resolved: That Mr. Z. Gauthier, assistant paymaster, be promoted to the position of accountant of the Northern division, Road Department, vice Mr. A. Baquet, promoted to another position, and that the salary of Mr. Gauthier be raised to \$900 per annum.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 12th March 1914, 8 p.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair; Messrs. Ainey, Dupuis and Godfrey, Commissioners.

Were also present: Mr. Charles Laurendeau, Chief City Attorney; Mr. J. L. Perron, representing Mr. Georges Janin; Messrs. Holden and Shaughnessy, representing the Cook Construction Company; Mr. J. O. Sullivan, representing Mr. Eugène O'Sullivan.

The following witnesses were examined: Mr. Eugène O'Sullivan, Mr. Jos. A. A. Leclaire, general contractor; Mr. Charles Loveland, examined on behalf of Mr. Geo. Janin; Mr. Frank Henty, Mr. T. W. Lesage, Exhibit 9, copy of a letter sent to the Cook Company, dated the 23rd December 1913; Exhibit 10, copy of a letter sent to Mr. Eugène O'Sullivan, dated the 23rd December 1913.

And the meeting was adjourned until the 13th instant, at 2.30 p.m.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 13th March 1914, a.m.

His Worship Mayor L. A. Lavallée; Messrs. Lachapelle and Dupuis.

1.—(18580) Submitted an account from Mr. G. Hurtubise, amounting to \$750, for fees in connection with the expropriation of Sherbrooke street East.

Referred to the Law Department for a report.

2.—(17466) Submitted a report from the Law Department anent the claim of Dame Widow F. Thibault, for the payment of an indemnity of \$1,000, in virtue of the resolution of Council of the 18th January 1875.

Resolved: That payment of the said indemnity to Mrs. Thibault be authorized, the latter to give a notarial discharge to the City.

3.—Submitted a report from the Medical Health Officer recommending, in accordance with the program of reorganization adopted on the 12th instant, the creation of a new position.

Resolved: That the following positions be created, and that the undermentioned salaries be voted out of the amount of \$100,000 voted for the readjustment of salaries and engagement of new employees.



SERVICE DE LA STATISTIQUE

1 médecin statisticien, — 9 mois, à \$1,400 par année \$1,050

SERVICE MEDICAL MUNICIPAL

1 chef de service (médecin), surplus pour donner tout son temps . . . . . 750

1 médecin (Refuge Meurling), — 9 mois, à \$1,400 par année . . . . . 1,050

1 commis clavigraphiste, — 9 mois, à \$600 par année 450

BUREAU DU DIRECTEUR

1 chef de service et secrétaire du Directeur, — 9 mois, à \$1,500 par année . . . . . 1,125

1 clavigraphiste, — 9 mois, à \$700 par année . . . . . 525

1 garçon-messenger, — 9 mois, à \$400 par année . . . . . 300

Il est en outre

Résolu: De voter un crédit de \$3,000 au Département de l'Assistance Municipale, pour les fins suivantes:

Pour tuberculose (campagne d'éducation) . . . . . \$1,500

Pour mortalité infantile (campagne d'éducation) . . . . . 1,500

ladite somme de \$3,000 devant être imputée sur le crédit voté pour l'administration du Département d'Hygiène.

4.—M le Commissaire Lachapelle soulève la question du salaire du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, et recommande que ledit salaire soit fixé à \$5,000 par année.

L'étude de cette question est ajournée jusqu'à ce que le Bureau soit au complet.

5.—Sur recommandation du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, il est

Résolu: Que M. Léo Delongchamps, actuellement secrétaire dans le même bureau, soit promu à la position de secrétaire-archiviste attaché au Bureau du Directeur, au salaire de \$1,200 par année, à compter du 1er avril prochain.

6.—Sur recommandation du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, il est

Résolu:

1° Que la position de Chef du Service Médical Municipal soit créée;

2° Que les appointements accordés à ce fonctionnaire soient de \$2,500 par année;

3° Que le Dr E. P. Chagnon, actuellement aliéniste, dans le Département de l'Assistance Municipale, soit promu à cette position;

4° Que les obligations du chef de ce service soient:

(a) D'y consacrer tout son temps;

(b) De faire lui-même ou par les employés de ce service, des expertises médicales, demandées par tous les départements de l'administration de la Cité, et de faire rapport dans chaque cas.

La présente nomination devant prendre effet à compter du 1er avril prochain, et la différence entre le salaire actuel et le nouveau salaire du Dr Chagnon devant être imputée sur le crédit de \$100,000 voté pour engagement de personnel nouveau et réajustement de salaire.

7.—Sur recommandation du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, il est

STATISTICS SERVICE

1 Physician-Statistician—9 months at \$1,400 per annum . . . . . \$1,050

MUNICIPAL MEDICAL SERVICE

1 Chief of Service (physician)—surplus for giving the whole of his time . . . . . 750

1 Physician (Meurling Refuge)—9 months at \$1,400 per annum . . . . . 1,050

1 Clerk and Typewriter—9 months at \$600 per annum . . . . . 450

OFFICE OF THE MEDICAL HEALTH OFFICER

1 Chief of Service and Secretary of the Medical Health Officer—9 months at \$1,500 per annum 1,125

1 Clerk and Typewriter—9 months at \$700 per annum . . . . . 525

1 Messenger—9 months at \$400 per annum . . . . . 300

It was further

Resolved: That an appropriation of \$3,000 be voted to the Municipal Assistance Department, for the following purposes:

For tuberculosis (educational campaign) . . . . . \$1,500

For infantile mortality . . . . . 1,500

the said sum of \$3,000 to be charged against the appropriation voted for the administration of the Hygiene Department.

4.—Commissioner Lachapelle raised the question of the salary of the Medical Health Officer, and recommended that said salary be fixed at \$5,000 per annum.

Consideration of this question was deferred until a full quorum of the Board are present.

5.—On the recommendation of the Medical Health Officer, it was

Resolved: That Mr. Léo Delongchamps, Secretary of Health Department, be promoted to the position of Recording Secretary and attached to the office of the Medical Health Officer, at a salary of \$1,200 per annum, from the 1st April next.

6.—On the recommendation of the Medical Health Officer, it was

Resolved:

1° That the position of Chief of the Municipal Medical Service be created;

2° That the salary of the incumbent be \$2,500 per annum;

3° That Dr. E. P. Chagnon, alienist in the Municipal Assistance Department, be promoted to said position;

4° The Chief of this Service shall be held:

(a) To devote all his time to the same;

(b) To make personally or through the employees of this branch of the Department all the medical examinations asked for by any of the Civic Departments and report in each case;

the above appointment to take effect on the 1st April next, and the difference between the present salary and the new salary of Dr. Chagnon to be charged against the appropriation of \$100,000 voted for the engagement of new employees and readjustment of salaries.

7.—On the recommendation of the Medical Health Officer, it was



Résolu: Que le Dr Frédéric Pelletier soit nommé à la position de Chef du Service et Secrétaire du Directeur, au salaire de \$1,500 par année, avec obligation de consacrer tout son temps aux devoirs de cette position, la présente nomination devant prendre effet à compter du 1er avril prochain, et le montant de \$1,125 représentant la partie dudit salaire d'ici à la fin de l'exercice courant devant être imputée sur le crédit de \$100,000 voté pour engagement de personnel nouveau et réajustement de salaire.

8.—Sur recommandation du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, il est

Résolu: Que le Dr Eugène Gagnon soit nommé à la position de Médecin Statisticien dans le Service de la Statistique, au salaire de \$1,400 par année, la présente nomination devant prendre effet à compter du 1er avril prochain, et la somme de \$1,050 représentant la partie dudit salaire, d'ici à la fin du présent exercice, devant être imputée sur le crédit de \$100,000 voté pour réajustement de salaire et engagement de personnel nouveau.

9.—Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant la mise à la retraite de certains vieux employés.

Résolu: De référer au Comité Spécial du Fonds de Retraite.

10.—(14830) Soumis un rapport de l'Assistant-Ingénieur en Chef, concernant l'inspection de certaines propriétés expropriées pour l'élargissement du chemin de la Côte-des-Neiges, quartier Mont-Royal.

Résolu: De référer à l'Agent des Achats et des Ventes.

11.—(18573) Soumise une communication de M. Eugène Payette, recommandant la remise du dépôt fait par M. Théodule Lessard, en rapport avec son contrat pour la construction du Refuge Municipal Meurling.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, au Surintendant des Edifices Municipaux et au Directeur de l'Assistance Municipale pour rapport conjoint.

12.—(18521) Soumise une ordonnance du Département de l'Intérieur, concernant les titres de propriétés d'une lisière de terrain située au coin des rues Montcalm et Sherbrooke.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

13.—Soumise une communication de MM. White & Buchanan, au sujet d'une demande de permis de poser une conduite le long de la rue Saint-Patrice.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

14.—(17874) M. l'échevin Drummond se présente devant le Bureau et demande que la résolution du 23 février 1914, à l'effet de suspendre de ses fonctions, M. F. X. Latour, employé comme contremaître pour la construction d'égouts, jusqu'au 1er mai 1914, et de donner instructions à l'Ingénieur en Chef de ne lui donner aucun travail d'aucune sorte, jusqu'à la date susdite, soit reconsidérée.

Résolu: De reconsidérer ladite résolution, et de permettre à l'Ingénieur en Chef d'employer M. Latour, s'il le juge à propos.

Ajournement

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Resolved: That Dr. Frederic Pelletier be appointed Chief of Service and Secretary of the Medical Health Officer, at a salary of \$1,500 per annum, with the obligation to devote all his time to the duties of the said position, the present appointment to date from the 1st April next, and the amount of \$1,125, representing part of the said salary from now until the end of the current year, to be charged against the appropriation of \$100,000 voted for the engagement of new employees and readjustment of salaries.

8.—On the recommendation of the Medical Health Officer, it was

Resolved: That Dr. Eugène Gagnon be appointed Physician-Statistician in the Statistics Service, at a salary of \$1,400 per annum, the said appointment to date from the 1st April next, and the sum of \$1,050 representing part of the said salary, from now until the current year, to be charged against the appropriation of \$100,000 voted for the readjustment of salaries and engagement of new employees.

9.—Submitted a report from the City Treasurer, recommending that certain old employees be superannuated.

Referred to the Special Committee re Superannuation Fund.

10.—(14830) Submitted a report from the Assistant Chief Engineer anent the inspection of certain properties expropriated for the widening of Côte des Neiges Road, Mount Royal Ward.

Referred to the Purchasing and Sales Agent.

11.—(18573) Submitted a communication from Mr. Eugène Payette, recommending that Mr. Théodule Lessard be refunded the deposit made by him in connection with his contract for the construction of the Meurling Municipal Refuge.

Referred to the Chief Engineer, the Superintendent of Municipal Buildings and the Director of Municipal Assistance for a joint report.

12.—(18521) Submitted an ordinance from the Interior Department anent the title of ownership of a strip of land situated at the corner of Montcalm and Sherbrooke streets.

Referred to the Law Department for a report.

13.—Submitted a communication from Messrs. White and Buchanan re application for permission to lay a conduit along St. Patrick street.

Referred to the Chief Engineer for an immediate report.

14.—(17874) Ald. Drummond appeared before the Board and asked that the resolution of the 23rd February 1914, suspending Mr. F. X. Latour, foreman, until the 1st May 1914, and giving instructions to the Chief Engineer not to give him any work until said date, be reconsidered.

Resolved: That said resolution be reconsidered and that the Chief Engineer be allowed to provide employment for Mr. Latour if he so desires.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*



Compte rendu de l'assemblée du 13 mars 1914, p.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président; MM. Godfrey et Ainey.

Sont présents: M. Charles Laurendeau, Avocat en Chef de la Cité; M. J. L. Perron, représentant M. Georges Janin, MM. Holden & Shaughnessy, représentant la "Cook Construction Company".

Les témoins suivants rendent témoignage:

Jos. Marcus Hackett, contremaitre de Verdun, à l'emploi de la "Cook Construction Company".

MM. les Commissaires Lachapelle et Dupuis prennent leur siège.

M. Ernest Marceau, Ingénieur-Surintendant des canaux de la Province de Québec.

Exhibit No II, rapport de M. Marceau, en date du 6 mai 1907.

M. Jos. Bush, contremaitre à l'emploi de la compagnie Cook.

M. Maurice Bessette, employé de la compagnie Cook.

Après l'audition de ces témoignages, l'enquête est ajournée à mardi, le 17 courant, à 2,30 hrs p.m.

(17487) Soumis un rapport du Surintendant du Service de l'Incineration, déclarant que les chevaux 296 et 298 sont impropres au service, et recommandant de les faire vendre à l'enchère.

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 14 mars 1914, a.m.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, Président; MM. Lachapelle et Dupuis.

1.—Soumis un état préparé par le Comptable des Finances, et démontrant qu'il sera nécessaire de voter un crédit additionnel de \$250, pour parfaire le montant nécessaire pour les amendements à la Charte.

Résolu: De voter ladite somme à même le fonds de réserve.

2.—Soumises deux séries de mandats vérifiées par le Contrôleur de la Cité, aux montants respectifs de \$56,293.84 et \$2,217.16, suivant listes certifiées.

Résolu: D'en autoriser le paiement.

3.—Soumis un rapport du Chef de Bureau de la Cour au Recorder, recommandant que M. R. Fauteux, qui a été nommé caissier à la Cour du Recorder, par résolution en date du 17 septembre dernier, et qui devait prendre possession de cette charge à une date que le Bureau devait fixer, entre en fonctions maintenant.

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

4.—(18587) Soumise une résolution du Conseil, en date du 9 mars courant, à l'effet de prier le Bureau des Commissaires d'étudier l'opportunité d'élargir la rue Saint-Antoine jusqu'à la rue de Courcelles, afin d'y mettre deux voies de tramways.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef (M. MacLeod) pour savoir s'il est nécessaire de mettre deux voies de tramways à l'endroit indiqué, et s'il est judicieux de procéder à l'élargissement de ladite rue.

5.—Soumise une communication de M. Roderick Mackenzie, de Londres, offrant d'acheter des débentures de la Ville.

Résolu: De référer au Trésorier de la Cité pour rapport.

6.—Soumise une communication de MM. W. Stevens et Bourassa, se plaignant de l'existence d'une maison de jeu.

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour rapport.

Report of meeting held on the 13th March 1914, p.m.

His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair; Messrs. Godfrey and Ainey.

Present: Mr. Charles Laurendeau, Chief City Attorney; Mr. J. L. Perron, representing Mr. Geo. Janin; Messrs. Holden and Shaughnessy, representing the Cook Construction Company.

The following witnesses were examined: Jos. Marcus Hackett, foreman at Verdun, employed by the Cook Construction Company.

Commissioners Lachapelle and Dupuis took their seat.

Mr. Ernest Marceau, Superintendent of Canals for the Province of Quebec;

Exhibit No. II, report from Mr. Marceau, dated the 6th May 1907;

Mr. Jos. Bush, foreman, employee of the Cook Co.;

Mr. Maurice Bessette, employee of the Cook Co.

After the hearing of said witnesses, the investigation was adjourned until Tuesday, the 17th instant, at 2.30 p.m.

(17487) Submitted a report from the Superintendent of the Incineration Department, stating that horses Nos. 296 and 298 are unfit for service, and recommending that the same be sold by auction.

Resolved: To concur in said report.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 14th March 1914, a.m.

Present: His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair, and Messrs. Lachapelle and Dupuis.

1.—Submitted a statement prepared by the Accountant of the Finance Department, showing that it will be necessary to vote an additional appropriation of \$250 in order to make up the amount required, re Amendments to the Charter.

Resolved: To vote said sum ex-reserve fund.

2.—Submitted two series of warrants verified by the City Comptroller, to the respective amounts of \$56,293.84 and \$2,217.16, as per certified lists.

Resolved: To authorize the payment thereof.

3.—Submitted a report from the Chief of the Office of the Recorder's Court, recommending that Mr. R. Fauteux, who has been appointed cashier at the Recorder's Court, by resolution dated the 17th September last, and who was to occupy of said position at a date to be fixed by the Board, assume his duties immediately.

Resolved: To concur in said report.

4.—(18587) Submitted a resolution of Council, dated the 9th March instant, requesting the Board of Commissioners to consider the opportunity of widening St. Antoine street to de Courcelles street in order that two street car tracks may be laid thereon.

Referred to the Chief Engineer (Mr. MacLeod) in order to know if it is necessary to lay two tracks at the place mentioned, and if it is advisable to proceed with the widening of said street.

5.—Submitted a communication from Mr. Roderick Mackenzie, of London, offering to purchase City debentures.

Referred to the City Treasurer for a report.

6.—Submitted a communication from Messrs. W. Stevens and Bourassa, complaining of an existing gambling house.

Referred to the Chief of Police for a report.



7.—(18602) Soumis le rapport conjoint du Chef du Département des Incendies, et du Paie-Maitre de la Cité, sur l'accident survenu le 8 courant à l'automobile du Paie-Maitre de la Cité.

Résolu: Que M. Alphonse Martin, chauffeur de l'automobile du Paie-Maitre, soit remercié de ses services, et que son salaire lui soit payé jusqu'au 7 mars inclusivement.

8.—Soumis un rapport du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, recommandant la nomination des membres du Bureau de Santé pour la période de 12 mois à venir.

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si c'est le Conseil ou le Bureau des Commissaires qui doit faire cette nomination, et si la Charte, telle qu'amendée à la dernière session, maintient cette institution.

9.—Soumis le rapport du Trésorier de la Cité, au sujet de l'offre de M. Roderick Mackenzie, d'acheter des débetures de la Ville, déclarant que cette offre ne peut pas être entretenue, vu l'arrangement qui existe entre la Banque de Montréal et la Ville.

Résolu: De donner instructions au Trésorier de la Cité d'informer M. Mackenzie en conséquence.

10.—Soumise une offre de M. J. Clément, de vendre à la Ville, pour l'établissement d'un terrain de jeux, une certaine propriété située dans le quartier Emard.

Résolu: Que le Bureau ne croit pas devoir recommander l'achat dudit terrain vu que la Ville possède déjà au même endroit un terrain de 380 x 175 pieds, soit une superficie totale de 62,500 pieds.

11.—(17943) La résolution du 9 mars courant, concernant l'expropriation de l'avenue Dickson, est reconsidérée, et il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant que le Département en Loi soit autorisé à prendre les procédures nécessaires pour faire homologuer les lignes de ladite avenue.

12.—(18538) Soumise une offre de M. Jos. Sauvé, de vendre à la Cité, pour les fins d'un parc public, un certain terrain compris entre les rues Désormeaux, Boyce, Azilda et Olivier, à Tétreaultville.

Résolu: De référer au Président du Bureau des Estimateurs pour rapport sur l'évaluation des bâtisses et la valeur des terrains, et de demander à M. Sauvé de faire une offre séparée pour les bâtisses et les terrains.

13.—Soumis un rapport du Surintendant de Police, au sujet des funérailles de l'agent de police Bourdon tué dans l'exercice de son devoir.

Déposé aux archives.

14.—(18615) Soumis un rapport du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, sur les soumissions reçues pour l'impression des rapports annuels de 1913.

Résolu: D'accepter la soumission de l'Imprimerie Perrault, (la plus basse), au prix de \$3,285.64. et de prier Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité de signer le contrat notarié à intervenir, et d'autoriser la remise du dépôt au soumissionnaire qui n'a pas obtenu le contrat.

15.—(18616) Soumis un rapport du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, déclarant que la Compagnie de Publication Commerciale a terminé l'impression des rapports annuels de 1912, et recommandant que son dépôt de \$300 lui soit remis.

Résolu: En conséquence.

16.—(18554) Soumise une communication de la "Durand Hardware Company", demandant à qui délivrer les clefs de la serrurerie des portes de l'Annexe de l'Hôtel-de-Ville.

Résolu: D'autoriser le Surintendant des Edifices Municipaux à recevoir lesdites clefs, sous réserve de l'acceptation des travaux, suivant l'arrangement intervenu entre la Ville et les entrepreneurs.

17.—(18561) Soumise une communication du Conseil de Construction de Montréal et de la banlieue, au sujet de l'emploi des fournaies à "coke" dans les bâtisses.

Résolu: De transmettre au Conseil pour référence à la Commission de Législation.

18.—Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant de permettre à M. Noé Bourassa de convertir une partie de ses étaux portant les Nos 34 à 40 en glacières, à ses frais et dépens.

7.—(18602) Submitted a joint report from the Chief of the Fire Department and from the City Paymaster on the accident which occurred on the 6th instant to the City Paymaster's automobile.

Resolved: That Mr. Alphonse Martin, chauffeur of the Paymaster's automobile, be dismissed, and that he be paid his salary until the 7th March inclusively.

8.—Submitted a report from the Municipal Board of Hygiene and Statistic, recommending the appointment of the members of the Board of Health for the 12 ensuing months.

Referred to the Law Department in order to ascertain if it is the Council or the Board of Commissioners who have to make said appointment, and if the Charter as amended at the last session, maintains the said Board.

9.—Submitted a report from the City Treasurer, anent an offer from Mr. Roderick Mackenzie, to purchase City debentures, stating that said offer cannot be entertained, in view of the agreement existing between the Bank of Montreal and the City.

Resolved: That instructions be given to the City Treasurer to inform Mr. Mackenzie accordingly.

10.—Submitted an offer from Mr. J. Clément to sell to the City, for the establishment of a playground, a certain property situated in Emard Ward.

Resolved: That the Board does not deem it advisable to recommend the purchase of said piece of land, as the City already owns at the same place, a piece of land 380 x 175 feet or a total area of 62,500 feet.

11.—(17943) The resolution dated the 9th March instant, re expropriation of Dickson avenue, was reconsidered, and it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Law Department be authorized to take the necessary proceedings to have the lines of said avenue homologated.

12.—(18538) Submitted an offer from Mr. Jos. Sauvé to sell to the City for a public park, a certain piece of land situated between Désormeaux, Boyce, Azilda and Olivier streets, at Tétreaultville.

Referred to the Board of Assessors for a report on the assessed value of the buildings and the land, and to ask Mr. Sauvé to make a separate offer for the buildings and the lands.

13.—Submitted a report from the Chief of Police, anent the funeral of constable Bourdon who was killed while on duty.

Filed of record.

14.—(18615) Submitted a report from the Superintendent of Printing and Stationery on the tenders received for the printing of the annual reports for 1913.

Resolved: To accept the tender of the Perrault Printing, (the lowest) at the price of \$3,285.64. and to request His Worship the Mayor and the City Clerk to sign the notarial contract to be entered into, and to authorize the refund of the deposit to the unsuccessful tenderer.

15.—(18616) Submitted a report from the Superintendent of Printing and Stationery stating that the Trades Publishing Company has completed the printing of the annual reports for 1912, and recommending that their deposit of \$300 be refunded.

Resolved: Accordingly.

16.—(18554) Submitted a communication from the Durand Hardware Company, asking to whom the keys of the doors of the City Hall Annex are to be delivered.

Resolved: To authorize the Superintendent of Municipal Buildings to receive said keys, under reserve of the acceptance of the works, as per the agreement entered into between the City and the contractors.

17.—(18561) Submitted a communication from The Construction Council of Montreal and of the outskirts, anent the use of coke furnaces in buildings.

Resolved: That the same be transmitted to the Council for reference to the Legislation Committee.

18.—Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that Mr. Noé Bourassa be allowed to convert into refrigerators part of his stalls bearing Nos. 34 to 40 at his own expense.



Résolu: D'accorder la permission demandée, suivant les conditions ordinaires du système de réfrigération.

19.—Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'exécution de certains travaux au tunnel de l'avenue du Parc.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef (M. MacLeod) pour rapport.

20.—Soumise une communication du Président de la Compagnie Canadienne d'Autobus, au sujet du transport des passagers par la Compagnie des Tramways.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef (M. MacLeod) pour rapport.

21.—(18472) Sur recommandation de l'Assistant-Ingénieur en Chef, il est

Résolu: De permettre à la "Tobin Manufacturing Company" d'emmagasiner et vendre du bois et des châssis sur le lot No 1097, quartier Papineau, coin des rues Papineau et Lafontaine.

22.—(18172) Soumis un rapport de l'Assistant-Ingénieur en Chef, déclarant ne pouvoir recommander d'accorder le permis demandé par MM. Sévigny et Lalonde pour permis de recevoir, emmagasiner et vendre de la gazoline.

Résolu: En conséquence.

23.—Soumis un rapport du Département en Loi, re avis d'expropriation signifié à la Cité par la compagnie "Lachine, Jacques Cartier & Maisonneuve Railway".

Résolu: De retourner ledit rapport au Département en Loi, pour notifier qui de droit que la Cité n'est pas propriétaire du terrain mentionné dans les avis d'expropriation.

24.—Sur recommandation du Département en Loi et des Experts, il est

Résolu: D'autoriser le règlement des réclamations suivantes, à même le fonds de réserve:

|      |  |          |
|------|--|----------|
|      | Dr O. F. Mercier, — services professionnels  | \$ 45.00 |
|      | Wm. C. Ball, — services comme témoin-expert dans l'expropriation de l'avenue du Parc | 25.00    |
| 3941 | C. S. Michel Procachitto, — jugement, chute, au demandeur                            | 100.00   |
|      | Frais à Mtre C. A. Archambault   | 87.90    |
| 8413 | W. H. Perrey, — inondation   | 45.00    |

25.—(15907) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de la fourniture d'un "plant" d'asphalte par la compagnie "F. D. Cummer & Son", déclarant qu'en vertu du contrat, les entrepreneurs doivent fournir une garantie bonne pour un an, pour garantir la Ville contre les défauts, etc., des machines, et pour pouvoir retirer le dépôt qu'ils ont fait, au montant de \$1,700, et les 20% du prix du contrat payable, lors de l'acceptation des machines par la Ville, et que la Ville peut retenir le dépôt et les 20% du contrat jusqu'à ce que la garantie mentionnée plus haut soit donnée.

Résolu: En conséquence.

26.—(18044) Soumise une communication de la "Bridge Instructural Iron Workers' Union", au sujet de l'engagement d'inspecteurs d'échafaudage.

Résolu: De référer au Département en Loi pour savoir si la Ville a, de par la loi, ou les règlements, le droit de nommer tels inspecteurs.

MM. Godfrey et Ainey prennent leur siège.

27.—(18355) Soumis un rapport du Surintendant de l'Incinération, au sujet de la demande de M. O. Boismenu, d'être mis à sa retraite.

Résolu: De référer à la Commission du Fonds de Pension.

28.—(18530) Soumis un rapport du Surintendant des Marchés, recommandant le transfert d'une partie de l'étal No 7 du Marché Saint-Jacques, de M. J. H. Smith à M. P. Giroux, et de permettre à ce dernier de convertir cet étal en glacière à ses frais et dépens.

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

29.—(18717) Soumise une communication de l'Union Mutuelle des Employés Civiques, au sujet des absences des employés du Département de la Voirie, et de la retenue de leur salaire.

Resolved: To grant the permission sought for, on the ordinary conditions concerning the refrigerating plant.

19.—Submitted a report from the Law Department, anent the performance of certain works at the Park avenue tunnel. Referred to the Chief Engineed (Mr. MacLeod) for a report.

20.—Submitted a letter from the President of the Canadian Autobus Company, anent the transportation of passengers by the Tramways Company.

Referred to the Chief Engineer (Mr. MacLeod) for a report.

21.—(18472) On the recommendation of the Assistant-Chief Engineer, it was

Resolved: That the Tobin Manufacturing Co. be allowed to store and sell wood and sashes on lot No. 1097, Papineau Ward, corner of Papineau and LaFontaine streets.

22.—(18172) Submitted a report from the Assistant-Chief Engineer, stating that he cannot recommend that Messrs. Sévigny and Lalonde be allowed to receive, store and sell gasoline.

Resolved: Accordingly.

23.—Submitted a report from the Law Department, re notice of expropriation served upon the City by the Lachine, Jacques Cartier & Maisonneuve Railway Company.

Resolved: That said report be referred back to the Law Department with instructions to notify whom it may concern that the City is not the proprietor of the piece of land mentioned in the notice of expropriation.

24.—On the recommendation of the Law Department and of the Experts, it was

Resolved: To authorize the settlement of the following claims ex-reserve fund:

|      |   |                   |
|------|---|-------------------|
|      | Dr. O. F. Mercier, — professional services                              | .. \$ 45.00       |
|      | Wm. C. Ball, — services as expert witness, re Park avenue expropriation | .. . . . . 25.00  |
| 3941 | C. S. Michel Procachitto, — judgment, fall, to the plaintiff            | .. . . . . 100.00 |
|      | Costs to C. A. Archambault  | .. . . . . 87.90  |
| 8413 | W. H. Perrey, — flooding  | .. . . . . 45.00  |

25.—(15907) Submitted a report from the Law Department, anent the supply of an asphalt plant by the firm of F. D. Cummer & Son, stating that in virtue of the contract, the contractors must furnish a bond valid for one year, to guarantee the City against the defects, etc., of the machinery, and should they desire to withdraw the deposit made by them amounting to \$1,700 and the 20% of the cost of the contract, payable when the machinery is accepted by the City, and that the City may retain the deposit and the 20% on the contract until the above mentioned guarantee has been given.

Resolved: Accordingly.

26.—(18044) Submitted a communication from the Bridge Instructural Iron Workers' Union, anent the appointment of scaffolding inspectors.

Referred to the Law Department in order to know whether the City has in virtue of the law or the by-laws the right to appoint such inspectors.

Messrs. Godfrey and Ainey took their seats.

27.—(18355) Submitted a report from the Superintendent of the Incineration Department, anent the application from Mr. O. Boismenu for superannuation.

Referred to the Committee, re Pension Fund.

28.—(18530) Submitted a report from the Superintendent of Markets, recommending that a part of stall No. 7, St. James Market, be transferred from Mr. J. H. Smith to Mr. P. Giroux and that the latter be allowed to convert said stall into a refrigerator at his own expense.

Resolved: To concur in said report.

29.—(18717) Submitted a communication from the "Union Mutuelle des Employés Civiques", anent the absence of the employees of the Road Department and of the stoppage of their salary.



Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef (M. Dansereau) pour rapport.

M. le Commissaire Lachapelle laisse son siège.

30.—Soumis un rapport du Surintendant de l'Incineration, recommandant l'engagement de nouveaux inspecteurs des rues et ruelles.

Résolu: De retourner ledit rapport à son auteur, avec instruction de voir à ce que les applicants subissent un examen médical.

31.—(18410) Soumis un rapport du Surintendant de l'Incineration, recommandant de faire exécuter certaines améliorations dans son bureau, au coût approximatif de \$50.

Résolu: D'approuver ladite recommandation.

32.—(18382) Soumis un rapport du Surintendant de l'Incineration, recommandant la construction d'une nouvelle aile aux écuries de la rue des Carrières.

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef (M. Chaussé) avec instructions de préparer des plans et devis et de faire rapport le 20 courant.

33.—(18547) Sur recommandation du Surintendant des Edifices Municipaux, il est

Résolu: Que le chauffage et l'entretien de la bâtisse Municipale de la Côte-des-Neiges et de la bâtisse de la rue Notre-Dame Est, quartier Longue-Pointe, soient faits comme suit:

Côte-des-Neiges — Le chauffage des fournaies devant être fait par le Département des Incendies et l'entretien de la grande salle devant être fait par le Département de Police;

Longue-Pointe — Le chauffage des fournaies et l'entretien de la grande salle devant être fait par le Département de Police.

34.—(16663) Soumise une communication du notaire F. S. Mackay au sujet de la signature d'un acte de vente consenti par la Ville à M. Gregorio Vendetti.

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

35.—Soumis un rapport du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, demandant l'autorisation d'acheter six plumes-fontaines spéciales pour l'établissement d'un système "manifold" pour le bureau du Trésorier.

Résolu: D'accorder ladite autorisation.

36.—(17888) Soumise une communication de la "Modern Realty Investment Registered", au sujet de l'ouverture de la rue Burnside.

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant que le Département en Loi soit autorisé à faire les procédures nécessaires pour l'établissement de lignes homologuées pour la continuation de la rue Burnside.

37.—Après considération des rapports des chefs de divers départements, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil:

- 1° A l'effet de transmettre certaines informations concernant l'expropriation du Boulevard Saint-Joseph, en réponse à une question de l'échevin Martin;
- 2° (17808) A l'effet de permettre à la Montreal City Mission de construire des voûtes dans le trottoir, en face de leur propriété, située rue du Marais;
- 3° A l'effet d'amender une résolution du Conseil, en date du 25 mars 1914, concernant l'expropriation pour compléter l'élargissement de la rue de la Montagne, entre les rues Notre-Dame et Dorchester;
- 4° (17608) A l'effet de renouveler pour cinq années, à compter du 1er mai 1914, le privilège de M. Harry Pulos pour la vente de rafraîchissements sur le parc Mont-Royal;
- 5° (16572) A l'effet de voter \$150,500 pour la construction de bâtisses en rapport avec l'établissement du plant de filtration;
- 6° (18495) A l'effet de voter \$3,113 pour l'achat de meubles pour le Département de Police;
- 7° A l'effet d'accepter l'offre de la "Greater Land Investment Co.", pour la vente des terrains que ladite compagnie possède et qui sont requis pour l'ouverture du Boulevard Décarie;

Referred to the Chief Engineer (Mr. Dansereau) for a report.

Commissioner Lachapelle left his seat.

30.—Submitted a report from the Superintendent of the Incineration Department, recommending the appointment of new street and lane inspectors.

Resolved: That said report be referred back to the Superintendent with instructions to see that the applicants undergo a medical examination.

31.—(18410) Submitted a report from the Superintendent of the Incineration Department, recommending certain improvements in his office, at an approximate cost of \$50.

Resolved: To concur in said report.

32.—Submitted a report from the Superintendent of the Incineration Department, recommending the erection of a new addition to the stables of Carrières street.

Referred to the Chief Engineer (Mr. Chaussé) with instructions to prepare plans and specifications and to report thereon for the 20th instant.

33.—(18547) On the recommendation of the Superintendent of Municipal Buildings, it was

Resolved: That the heating and maintenance of the municipal building at Côte des Neiges and of the building on Notre Dame street East, Longue Pointe Ward, be attended to as follows:

Côte des Neiges — The heating of furnaces to be attended to by the Fire Department and the maintenance of the large hall to be attended to by the Police Department;

Longue Pointe — The heating of the furnaces and the maintenance of the large hall to be attended to by the Police Department.

34.—(16663) Submitted a communication of Mr. F. S. Mackay, notary, anent the signature of a deed of a sale by the City to Mr. Gregorio Vendetti.

Referred to the Law Department for a report.

35.—Submitted a report from the Superintendent of Printing and Stationery asking for authorization to purchase six special fountain pens for the establishment of a manifold system for the Treasurer's office.

Resolved: To grant said authorization.

36.—(17888) Submitted a communication from the Modern Realty Investment Registered, anent the opening of Burnside street.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Law Department be authorized to take the necessary proceedings for the establishment of homologated lines for the extension of Burnside street.

37.—After having considered the reports from the heads of different departments, it was

Resolved: That reports be made to Council as follows:

- 1° Transmitting certain information, re expropriation of St. Joseph Boulevard, in reply to a question put by Ald. Martin;
- 2° (1708) To allow the Montreal City Mission, to erect vaults under the sidewalk in front of their property situated on du Marais street;
- 3° To amend a resolution adopted by the Council, dated the 25th March 1914, anent the expropriation to complete the widening of de la Montagne street, between Notre Dame and Dorchester streets;
- 4° (17608) To renew for five years, from the 1st May 1914, the privilege of Mr. Harry Pulos, for the sale of refreshment on Mount Royal Park;
- 5° (16572) To vote a sum of \$150,500 for the erection of buildings, in connection with the establishment of the filtration plant;
- 6° (18405) To vote \$3,113 to purchase furniture for the Police Department;
- 7° To accept the offer from the Greater Land Investment Co., for the sale of lands belonging to the said company and required for the opening of Décarie Boulevard;



- 8° A l'effet de donner instructions au Département en Loi de faire les procédures nécessaires pour l'homologation des lignes du Boulevard Saint-Joseph, de l'avenue Papineau à la rue Iberville;
- 9° (18362) A l'effet d'autoriser le paiement de certains comptes au montant de \$9,242, sur les crédits de l'exercice courant;
- 10° (18178) A l'effet d'accepter l'offre de la compagnie Beausoleil Limitée de vendre à la Ville, pour l'établissement d'un parc dans le quartier Hochelaga, un terrain comprenant une superficie approximative de 80,000 pieds, au coût total de \$100,000;
- 11° (18298) A l'effet de transmettre un rapport du Département en Loi concernant la demande de soumissions pour la construction du tunnel de l'avenue du Parc;
- 12° (18318) A l'effet d'accepter de M. F. A. Gauthier, de vendre à la Cité, pour les fins de l'établissement d'un parc dans le village Turcot, un certain nombre de terrains, mesurant approximativement 129,824 pieds, à raison de 78c. le pied, ou une somme totale de \$101,262.72;
- 13° (18462) A l'effet de voter \$37,750 pour la construction d'un édifice de bain dans le quartier Saint-Joseph, pour payer les honoraires de l'architecte, etc.;
- 14° (17089) A l'effet de transmettre au Conseil un rapport du Département en Loi, concernant une demande faite à la Elder Ebano Asphalt Co., en rapport avec la fourniture d'asphalte;
- 15° A l'effet de procéder à l'expropriation pour compléter l'élargissement de la rue Notre-Dame Ouest, entre la rue Fulford et l'avenue Atwater;
- 16° A l'effet de voter une somme de \$10,000, pour venir en aide à l'Association de Bienfaisance des Pompiers;
- 17° (18613) A l'effet de demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil l'autorisation requise pour la cession de certaines rues, faite par Madame Delphine Jasmin;
- 18° A l'effet de demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil l'autorisation requise, re cession de certaines rues par la "Viewbanks Realities Limited";
- 19° A l'effet de procéder à l'expropriation pour l'ouverture de la rue Villeray, à partir de la rue Saint-Hubert, en allant vers l'est, jusqu'à l'avenue Papineau;
- 20° A l'effet de procéder à l'expropriation pour compléter l'élargissement du Chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier Mont-Royal;
- 21° (18069) A l'effet de permettre à M. Chas Perrault de construire une voûte dans le trottoir, en face de sa propriété, rue Ontario Est;
- 22° A l'effet d'autoriser un emprunt de \$13,253,520 pour l'exécution de travaux permanents et autres fins, pour l'exercice de 1914;
- 23° (18498) A l'effet de procéder à l'expropriation pour compléter l'élargissement du Chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier Côte-des-Neiges;
- 24° (18143) A l'effet de permettre à la "Imperial Wire and Cable Co., Ltd.", de placer des tuyaux sous et à travers la rue Saint-Patrice;
- 25° A l'effet de donner des instructions au Département en Loi, au sujet des voies élevées du Grand-Tronc;
- 26° (18685) A l'effet de voter \$38,750 pour le nivellement de certaines rues en vue d'améliorer les pentes de ces rues, au Sud de la rue Sherbrooke;
- 27° A l'effet de changer le taux de l'intérêt sur l'emprunt autorisé par le Règlement No 423 qui pourvoit à un emprunt de \$5,000,000 pour la construction d'établissement, l'administration et l'entretien d'un système de conduits souterrains;
- 28° A l'effet d'accepter les offres de vendre à la Cité, pour l'élargissement du chemin de la Savane, à partir du chemin principal jusqu'à la ligne de chemin de fer de la compagnie "Montreal Park and Island", le lot portant le No 98-327 du cad. du village incorporé de la Côte-des-Neiges, ayant une superficie de 852 pieds carrés, mesure anglaise (plus ou moins), à raison de 40c. le pied carré, soit pour une somme de \$340.80, payable dans les 60 jours de la date de l'acceptation de la présente option, et partie du lot 98-270 du cad. du village incorporé de la Côte-des-Neiges, ayant une
- 8° To give instructions to the Law Department to take the necessary proceedings for the homologation of the St. Joseph Boulevard lines, from Papineau avenue to Iberville street;
- 9° (18362) To authorize the payment of certain accounts amounting to \$9,242 out of the appropriations voted for the current year;
- 10° (18178) To accept the offer from the Beausoleil Company, Ltd., to sell to the City, for the establishment of a park in Hochelaga Ward, a piece of land containing an area of about 80,000 feet., at a total cost of \$100,000;
- 11° (18298) Transmitting a report from the Law Department, re calling of tenders for the construction of the Park avenue tunnel;
- 12° (18318) To accept the offer from Mr. F. X. Gauthier to sell to the City, for the establishment of a park in Turcot village, a certain number of lots of land measuring about 129,824 feet, at the rate of 78c. per foot, or a total sum of \$101,262.72;
- 13° (18462) To vote a sum of \$37,750 for the erection of a public bath in St. Joseph Ward, for the payment of the architect's fees, etc.;
- 14° (17089) Transmitting to the Council a report from the Law Department, anent the request made by the Elder Ebano Asphalt Co., in connection with the supply of asphalt;
- 15° To proceed with the expropriation to complete the widening of Notre Dame street West, between Fulford street and Atwater avenue;
- 16° To vote a sum of \$10,000 to the Firemen's Benefit Association;
- 17° (18613) To apply to the Lieutenant Governor in Council for the authorization required for the cession of certain streets made by Mrs. Delphine Jasmin;
- 18° To apply to the Lieutenant Governor in Council for the authorization required, re cession of certain streets by the Viewbanks Realities, Limited;
- 19° To proceed with the expropriation, for the opening of Villeray street, from St. Hubert street, Eastwards, to Papineau avenue;
- 20° To proceed with the expropriation to complete the widening of Côte des Neiges Road, in Mount Royal Ward;
- 21° (18069) To allow Mr. Chas. Perrault to erect a vault under the sidewalk in front of his property, on Ontario street, East;
- 22° To authorize a loan of \$13,253,520 for the carrying out of permanent works and for the other purposes, for the year 1914;
- 23° (18498) To proceed with the expropriation to complete the widening of Côte des Neiges Road, in Côte des Neiges Ward;
- 24° (18143) To allow the Imperial Wire and Cable Co., Ltd., to place pipes under and across St. Patrick street;
- 25° To give instructions to the Law Department, anent the raising of the Grand Trunk tracks;
- 26° (18685) To vote a sum of \$38,730 for the levelling of certain streets with a view of improving the slopes of said streets, North of Sherbrooke street;
- 27° To change the rate of interest on the loan authorized by by-law No. 423 providing for a loan of \$5,000,000 for the construction, establishment, administration and maintenance of an underground conduit system;
- 28° To accept the offers to sell to the City, for the widening of the Savane Road, from the main road to the Montreal Park and Island Ry. track, the lot bearing No. 98-327 of the cad. of the incorporated village of Côte des Neiges, having an area of 852 square feet, english measure, (more or less) .at the rate of 40c. per square foot, or for a sum of \$340.80 payable within 60 days from the date of the acceptance of the present option, and parts of cad. lot 98-270, of the incorporated village of Côte des Neiges, having an area of 1,953 feet, at the rate of 40c. per square foot, or for a total sum of



superficie de 1,953 pieds, à raison de 40c. le pied carré, soit une somme totale de \$781.20, payable dans les 60 jours de l'acceptation de la présente option;

- 29° (17465) A l'effet de voter \$7,300 pour le nivellement de la rue Darling, entre les rues Forsyth et Nolan;
- 30° (17465) A l'effet de voter \$7,700 pour le nivellement de la rue Préfontaine, de la rue Forsyth à la rue Nolan;
- 31° (17464) A l'effet de voter \$3,700 pour le nivellement de la rue Hochelaga, de la rue Moreau aux limites de Maisonneuve;
- 32° (17461) A l'effet de voter \$7,200 pour le nivellement de la rue Valois, de la rue Forsyth à la rue Nolan;
- 33° A l'effet de recommander au Conseil la passation d'un règlement pour autoriser un emprunt de \$13,520, nécessaire à la construction et à la continuation des travaux publics de la Ville, et ce, en vertu de la loi 62 Vict., chap. 53, sec. 343, tel qu'amendée par 2 Geo. V, chap. 56, sec. 18, et conformément à l'article 344 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel qu'amendée par 1 Geo. V, (première session), chap. 48, sec. 36.

Ajournement.

L. N. SENEAL,  
Secrétaire.

\* \* \*

Compte rendu de l'assemblée du 16 mars 1914, a.m.

M. le Commissaire Lachapelle, Président; MM. Dupuis et Godfrey.

Les minutes sont lues et confirmées.

1.—Soumise une communication de M. Fred. Pelletier, remerciant le Bureau de l'avoir nommé Secrétaire du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique.

Déposée aux archives.

Son Honneur le Maire et M. le Commissaire Ainey prennent leur siège.

2.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, au montant de \$14,193.74, suivant liste certifiée.

Résolu: D'en autoriser le paiement.

3.—(17666) Sur recommandation du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, il est

Résolu: De prolonger le congé accordé à M. Rodrigue Lauzon pour cause de maladie, jusqu'à la fin du mois courant.

4.—Soumise une communication de M. T. Sullivan, employé au Département du Contrôleur et Auditeur de la Cité, offrant sa résignation comme tel, à compter du 15 courant.

Résolu: D'accepter ladite résignation.

5.—Soumise une communication du Bibliothécaire Municipal, recommandant la nomination d'un employé surnuméraire pour tenir un registre des ouvrages catalogués à la bibliothèque municipale, et recommandant que M. G. Glackmeyer soit engagé pour faire ce travail.

Résolu: D'approuver ladite recommandation, pourvu que l'engagement de ce monsieur, ne dépasse pas une période de six mois, à raison de \$2.25 par jour, à compter du 15 courant.

6.—(18454) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant le rejet d'une offre de M. John Auld, de vendre une certaine propriété pour l'érection d'une caserne de pompiers.

Résolu: En conséquence.

\$781.20, payable within 60 days from the acceptance of the present option.

- 29° (17465) To vote a sum of \$7,300 for the levelling of Darling street, between Forsyth and Nolan streets;
- 30° (17465) To vote a sum of \$7,700 for the grading of Préfontaine street, from Forsyth to Nolan street;
- 31° (17464) To vote a sum of \$3,700 for the grading of Hochelaga street, from Moreau street to the limits of Maisonneuve;
- 32° (17461) To vote a sum of \$7,200 for the levelling of Valois street, from Forsyth to Nolan street;
- 33° To recommend to Council the passing of a by-law to authorize the issuing of a loan of \$13,253,520 required for the construction and the continuation of the public works of the City, in virtue of the act 62 Vict., chap. 58, section 343, as amended by 2 Geo. V, chap. 56, section 18, and in accordance with article 344 of the act 62 Vict., chap. 58, as amended by 1 Geo. V, (first session), chap. 48, section 36.

Adjourned.

L. N. SENEAL,  
Secretary.

\* \* \*

Report of meeting held on the 16th March 1914, a.m.

Commissioner Lachapelle, in the chair; Messrs. Dupuis and Godfrey.

The minutes were read and confirmed.

1.—Submitted a communication from Mr. Fred. Pelletier, thanking the Board for having appointed him Secretary of the Board of Health.

Fyled of record.

His Worship the Mayor and Commissioner Ainey took their seats.

2.—Submitted warrants verified by the City Comptroller, amounting to \$14,193.74 as per certified list.

Resolved: That payment of same be authorized.

3.—(17666) On the recommendation of the Medical Health Officer, it was

Resolved: That the leave of absence granted to Mr. Rodrigue Lauzon on account of illness be extended until the end of the current month.

4.—Submitted a communication from Mr. T. Sullivan, employed in the City Comptroller and Auditor's Department, offering his resignation, the same to date from the 15th instant.

Resolved: That said resignation be accepted.

5.—Submitted a communication from the Civic Librarian recommending that a supernumerary employee be appointed to keep a register of the catalogued works at the civic library, and recommending that Mr. G. Glackmeyer be engaged to do such work.

Resolved: That said recommendation be approved, provided the engagement of the said Mr. Glackmeyer be for a period not longer than six months at the rate of \$2.25 per day, from the 15th instant.

6.—(18454) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that Mr. John Auld's offer to sell a certain property for the purpose of erecting thereon a fire station be rejected.

Resolved: Accordingly.



7.—(16799) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, sur une demande de Dame Veuve J. B. Presseau, pour une indemnité de \$1,000, en vertu de la résolution du Conseil du 18 janvier 1875.

Résolu: D'autoriser le paiement de ladite indemnité.

8.—(18272) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la demande de M. Joseph Elie de faire résilier son contrat pour la fourniture du charbon.

Résolu: D'autoriser la résiliation dudit contrat.

9.—Sur recommandation du Trésorier de la Cité, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le vote d'une somme de \$7,727.08, pour payer les indemnités en rapport avec les expropriations annuelles de l'avenue Mont-Royal, (1910-1911).

10.—(18585) Il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le vote d'un crédit de \$500 pour payer les frais des funérailles que l'Association Athlétique de la Police a fait faire à l'agent de police Bourdon, tué dans l'exercice de ses devoirs.

11.—(18657) Soumis un rapport du Surintendant de Police, recommandant qu'une récompense soit offerte pour aider à l'arrestation des trois auteurs de l'attentat commis sur les hommes de la police en devoir sur le chemin de la Côte-des-Neiges, et qui a amené la mort de l'agent Bourdon.

Résolu: De recommander au Conseil qu'un crédit de \$3,000 soit voté, et que la Ville offre une récompense de \$1,000 à quiconque fournira aux officiers de police les renseignements qui amèneront l'arrestation d'aucun de ces hommes, cette récompense de \$1,000 devant être accordée séparément dans chacun de ces cas.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

7.—(16799) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, anent the application from Dame Widow J. B. Presseau, for an indemnity of \$1,000, in virtue of the resolution of Council dated the 18th January 1875.

Resolved: That payment of the said indemnity be authorized.

8.—(18272) Submitted a report from the Law Department anent the application of Mr. Joseph Elie to have his contract for the supply of coal rescinded.

Resolved: That the resiliation of the said contract be authorized.

9.—On the recommendation of the City Treasurer, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the sum of \$7,727.08 be voted to pay the indemnities in connection with the annual expropriations on Mount Royal avenue (1910-1911).

10.—(18585) It was

Resolved: That a report be made to Council recommending that an appropriation of \$500 be voted to pay the expenses incurred by the Police Athletic Association in connection with the funeral of the late constable Bourdon, who was killed, while on duty.

11.—(18657) Submitted a report from the Superintendent of Police, recommending that a reward be offered for the arrest of the three men who assaulted the constable on duty on Côte des Neiges Road and killed constable Bourdon.

Resolved: That a report be made to Council, recommending that an appropriation of \$3,000 be voted and that the City offer a reward of \$1,000 to the person or persons who will supply the police officers with such information as will bring about the arrest of these 3 men, the said reward of \$1,000 to be given separately in each case.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.



## CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 16 mars 1914.

Son Honneur le Maire L. A. Lavallée, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge, Houlé, et MM. Ainey, Dupuis, Godfrey et Lachapelle, Commissaires.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et approuvé.

### REQUETES.

1.—De l'Association Colombophile, demandant d'être constituée en corporation.

Renvoyée au Bureau des Commissaires.

2.—De contribuables demandant que les tramways arrêtent à l'angle des rues Saint-Hubert et de Fleurimont.

Sur proposition de M. l'éch. HOULE, appuyée par M. l'éch. MAYRAND, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de communiquer avec la Compagnie des Tramways de Montréal et de lui demander de bien vouloir accéder à cette demande.

3.—De M. E. J. Lespérance, s'opposant à ce qu'il soit permis aux voyageurs de fumer dans les tramways.

4.—Du "Canadian Municipal Journal", demandant des abonnements.

Déposées aux archives.

5.—Résolution adoptée à une assemblée des citoyens, re Canal de la Baie Georgienne.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ce Conseil approuve la résolution adoptée à l'unanimité par les citoyens de la Cité et du District de Montréal, réunis en assemblée au Monument National le mercredi, 11 mars 1914, sous la présidence de Son Honneur le Maire de Montréal, et il prie le Greffier de la Cité de faire parvenir sans retard une copie de cette résolution au Très Honorable R. L. Borden, Premier-Ministre du Canada.

6.—Du Département en Loi, au sujet de la légalité de certaines résolutions adoptées pour reconsidérer des résolutions du Conseil adoptées antérieurement.

Déposées aux archives.

### RAPPORTS.

7.—Du Bureau des Commissaires, demandant l'autorisation de faire un emprunt de \$13,253,520, pour travaux publics.

8.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit additionnel de \$84,000, re égout de Notre-Dame de Grâce.

9.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$37,750 pour la construction d'un bain public, dans le quartier Saint-Joseph.

10.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$38,720 pour le nivellement de certaines rues.

11.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$3,700 pour le nivellement de la rue Hochelaga.

12.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$7,700 pour le nivellement de la rue Préfontaine.

## CITY COUNCIL

Report of special meeting held on the 16th March 1914.

His Worship Mayor L. A. Lavallée, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Prud'homme, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Létourneau, Mayrand, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Larivière, Morin, Martin, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald, Ménard, Judge, Houlé and Messrs. Ainey, Dupuis, Godfrey and Lachapelle, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

### PETITIONS.

1.—From "L'Association Colombophile", to be incorporated. Referred to the Board of Commissioners.

2.—From Ratepayers, asking that tramways be held to stop corner St. Hubert and de Fleurimont streets.

On motion of Ald. HOULE, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to communicate with the Montreal Tramways Co., and to ask the Company to grant said request.

3.—From Mr. F. J. Lespérance, protesting against permitting passengers to smoke on street cars.

4.—From Canadian Municipal Journal, asking for subscriptions.

Filed of record.

5.—Resolution adopted at a meeting of citizens, re Georgian Bay Canal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That the Council approves of the resolution adopted unanimously by the citizens of Montreal in meeting assembled at the Monument National, on Wednesday, 11th March 1914, under the Chairmanship of His Worship the Mayor of Montreal, and the Council requests the City Clerk to transmit without delay a copy of this resolution to the Right Hon. R. L. Borden, Prime Minister.

6.—From Law Department, in connection with the legality of certain resolution to reconsider previous resolutions of the Council.

Filed of record.

### REPORTS.

7.—From Board of Commissioners, for authority to issue a loan of \$13,253,520, re public works.

8.—From Board of Commissioners, for an additional appropriation of \$84,000, re Notre Dame de Grâce sewer.

9.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$37,750, for the construction of a public bath, St. Joseph Ward.

10.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$38,720, to level certain streets.

11.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$3,700, to level Hochelaga street.

12.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$7,700, to level Préfontaine street.



13.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$7,280 pour le nivellement de la rue Valois.

14.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$7,300 pour le nivellement de la rue Darling.

15.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'acheter certain terrain pour l'établissement d'un parc dans le quartier Notre-Dame de Grâce.

16.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'acheter certain terrain pour l'établissement d'un parc dans le quartier Hochelaga.

17.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter l'offre de "Greater Land and Investment Co.", re Boulevard Décarie.

18.—Du Bureau des Commissaires, pour acheter certains lots pour l'élargissement du Chemin de la Savane.

19.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à l'expropriation pour compléter l'élargissement du Chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier Mont-Royal.

20.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à l'expropriation pour compléter l'élargissement du Chemin de la Côte-des-Neiges, dans le quartier Côte-des-Neiges.

21.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de renouveler le privilège de M. Harry Pulos.

22.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'amender une résolution, re expropriation de la rue de la Montagne.

23.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$150,500 pour la construction des édifices de l'Usine de Filtration. Délibération remise à la demande de M. l'échevin Séguin.

24.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de payer certains comptes au montant de \$9,242.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Martin.

25.—Du Bureau des Commissaires, pour procéder à l'homologation des lignes du Boulevard Saint-Joseph. Délibération remise à la demande de M. l'échevin L. A. La-pointe.

26.—Du Bureau des Commissaires, soumettant au Conseil un rapport du Département en Loi, re "Elder Ebano Asphalt Co."

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Ward.

27.—Du Bureau des Commissaires, pour changer le taux d'intérêt pour l'emprunt de \$5,000,000, re conduits souterrains. Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit pris en considération en même temps que l'item 8 de l'ordre du jour.

28.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un montant de \$10,000 pour venir en aide à l'Association de Bien-faisance des Pompiers.

29.—A l'effet de voter un montant de \$3,113 pour l'achat de meubles pour le Département de Police.

30.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "Imperial Wire and Cable" de poser des tuyaux à travers la rue Saint-Patrice.

31.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Compagnie de Téléphone Bell d'ouvrir certaines parties de rues.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

32.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de payer le coût des funérailles de feu le constable Bourdon et de venir en aide à sa veuve et à ses enfants.

33.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'offrir une récompense pour l'arrestation des auteurs de l'attentat meurtrier contre certains constables.

13.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$7,280, to level Valois street.

14.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$7,300 to level Darling street.

15.—From Board of Commissioners, to purchase certain land for a park in Notre Dame de Grâce Ward.

16.—From Board of Commissioners, to purchase certain land for the establishment of a park in Hochelaga Ward.

17.—From Board of Commissioners, to accept the offer of the Greater Land and Investment Co., re Boulevard Décarie.

18.—From Board of Commissioners, to purchase certain lots for the widening of the Chemin de la Savane.

19.—From Board of Commissioners, to proceed with the completion of the expropriation for the widening of Côte des Neiges Road, Mount Royal Ward.

20.—From Board of Commissioners, to proceed with the completion of the expropriation for the widening of Côte des Neiges Road, Côte des Neiges Ward.

21.—From Board of Commissioners, to renew the privilege of Mr. Harry Pulos.

22.—From Board of Commissioners, to amend resolution, re expropriation of Mountain street.

23.—From Board of Commissioners, to vote \$159,500, for the construction of buildings at Filtration Plant. Consideration deferred, at the request of Ald. Séguin.

24.—From Board of Commissioners, to pay certain accounts amounting to \$9,242.

Consideration deferred, at the request of Ald. Martin.

25.—From Board of Commissioners, to homologate the lines of Boulevard Saint Joseph.

Consideration deferred at the request of Ald. L. A. La-pointe.

26.—From Board of Commissioners, submitting to Council report of Law Department, re Elder Ebano Asphalt Co.

Consideration deferred at the request of Ald. Ward.

27.—From Board of Commissioners, to change the rate of interest for the loan of \$5,000,000, re underground conduits.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be considered with the 8th order of the day.

28.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$10,000 for the Firemen's Benefit Association.

29.—From Board of Commissioners, to vote a sum of \$3,113, for the purchase of furniture for the Police Department.

30.—From Board of Commissioners, to allow the Imperial Wire and Cable to lay pipes across St. Patrick street.

31.—From Board of Commissioners, to allow the Bell Telephone Co. to open portions of streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

32.—From Board of Commissioners, to pay cost of funeral of late constable Bourdon, and to provide aid for his widow and children.

33.—From Board of Commissioners, to offer a reward for the arrest of the perpetrators of the murderous assault on certain constables.



Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que la Règle III soit suspendue et que ledit rapport soit reçu et adopté.

34.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à l'expropriation pour l'élargissement de la rue Notre-Dame Ouest.

Sur proposition de M. l'éch. N. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport ne soit pas adopté mais qu'il soit retourné au Bureau des Commissaires avec prière d'obtenir l'opinion des Avocats de la Cité sur la manière légale de procéder à cette expropriation, et afin d'attacher audit rapport un plan complet des immeubles à exproprier.

35.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à l'expropriation pour l'ouverture de la rue Villeray.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.  
(MM. les échevins Vandelac et Martin, dissidents.)

36.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de donner des instructions au Département en Loi, re élévation des voies du Grand-Tronc.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LETOURNEAU, il est

Résolu: Que l'étude dudit rapport soit remise à la prochaine séance et que, dans l'intervalle, le Greffier de la Cité soit prié de faire parvenir une copie française dudit rapport à tous les membres du Conseil.

37.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question posée par M. l'échevin Martin, re expropriation du Boulevard Saint-Joseph.

38.—Du Bureau des Commissaires, répondant à une question, re soumissions pour la construction d'un tunnel dans l'avenue du Parc.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et que copies en soient transmises aux échevins intéressés.

39.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, re cession de certaines rues par Dame Delphine Jasmin.

40.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, re cession de certaines rues par la Viewbank Realities, Ltd.

41.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "St. Lawrence Laundry, Ltd.", d'ériger un bâtiment temporaire.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.  
(MM. les échevins Poissant et Ward, dissidents quant aux item Nos 39 et 40.)

42.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. Charles Perrault de construire une voûte.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. POISSANT, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

43.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la "Montreal City Mission", de construire des soutes à charbon.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BLUMENTHAL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

44.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de faire homologuer les lignes de la rue Dickson.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That Rule III be suspended and that said reports be received and adopted.

34.—From Board of Commissioners, to proceed with expropriation for the widening of Notre Dame street West.

On motion of Ald. N. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be not adopted and that the same be referred back to the Board of Commissioners with a request that they secure the opinion of the Law Department on the legal procedure to be adopted in connection with said expropriation and with instructions to attach to said report a complete plan showing the property to be expropriated.

35.—From Board of Commissioners, to proceed with the expropriation for the opening of part of Villeray street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.  
(Aldermen Vandelac and Martin, dissentings.)

36.—From Board of Commissioners, to instruct the Law Department, re Grand Trunk track elevation.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That further consideration of said report be deferred until the next meeting of the Council and that, in the meantime, the City Clerk be requested to send a copy of said report in the French language to all the Members of the Council.

37.—From Board of Commissioners, replying to a question put by Alderman Martin, re expropriation of St. Joseph Boulevard.

38.—From Board of Commissioners, replying to a question re tenders for the construction of a subway at Park avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and that copies thereof be transmitted to the Aldermen interested.

39.—From Board of Commissioners, to apply to the Lieutenant Governor in Council, re cession of certain streets by Dame Delphine Jasmin.

40.—From Board of Commissioners, to apply to the Lieutenant Governor in Council, re cession of certain streets by the Viewbank Realities Ltd.

41.—From Board of Commissioners, to allow the St. Lawrence Laundry Ltd., to erect a temporary building.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.  
(Aldermen Poissant and Ward, dissenting as to items Nos. 39 and 40.)

42.—From Board of Commissioners, to allow Mr. Charles Perrault to construct a vault.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. POISSANT, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

43.—From Board of Commissioners, to allow the Montreal City Mission to construct coal shutes.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BLUMENTHAL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

44.—From Board of Commissioners, to homologate the lines of Dickson street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.



45.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$7,727.08, re expropriations annuelles, avenue Mont-Royal.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que la Règle III soit suspendue et que ledit rapport soit adopté.

#### INTERPELLATION.

46.—Certain question est posé au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre pour la prochaine assemblée du Conseil, par M. l'échevin Létourneau, re vente de certain terrain dans le voisinage du Square Sir Geo.-Etienne Cartier.

#### MOTIONS.

47.—M. l'éch. CLEMENT, appuyé par M. l'éch. POIS-SANT,

Propose: Attendu qu'un égout a été construit dans la ruelle St-Christophe, laquelle n'appartient pas à la Cité;

Attendu qu'une erreur a été commise par les ingénieurs de la Cité, lorsque la construction dudit égout a été ordonnée, qu'il soit

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit en conséquence prié de voir à ce que les propriétaires de la ruelle St-Christophe qui ont déjà payé pour l'égoutement de leurs terrains sur les rues St-Hubert et St-André, ne soient pas appelés à payer le coût de l'égout construit sur la ruelle St-Christophe.

48.—Sur proposition de M. l'éch. MAYRAND, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier la question de savoir s'il ne serait pas opportun de construire un bain dans le quartier de Lorimier.

49.—Sur proposition de M. l'éch. HOULE, appuyée par M. l'éch. MAYRAND, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de se mettre en communication avec les autorités de la Compagnie des Tramways de Montréal et de leur demander d'arrêter leurs tramways à l'angle des rue Saint-Denis et de Bienville.

50.—Sur proposition de M. l'éch. MAYRAND, appuyée par M. l'éch. HOULE, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier la question de savoir s'il ne serait pas à propos de construire un tunnel dans la rue Masson, sous la voie du C. P. R., ainsi qu'un autre tunnel dans la rue de Lorimier, aussi sous la voie du C. P. R.

51.—Sur proposition de M. l'éch. MAYRAND, appuyée par M. l'éch. BASTIEN, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité se mette en communication avec les autorités de la Compagnie des Tramways de Montréal et de leur demander de bien vouloir faire arrêter les tramways à l'angle de l'avenue Mont-Royal et de la rue Chabot, ainsi qu'à l'angle de l'avenue de Lorimier et de la rue Marie-Anne.

#### ORDRE DU JOUR.

52.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en délibération un rapport du Bureau des Commissaires, à l'effet de procéder à l'expropriation de la rue Denonville.

A ce sujet, soumis et lu un rapport du Département en Loi concernant ladite expropriation, lequel est déposé aux archives.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. EMARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté.

(MM. les échevins Poissant et Blumenthal, dissidents.)

53.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires, demandant un crédit additionnel de \$12,338.76 pour l'expropriation de la rue St-André.

45.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$7,727.08, re annual expropriation, Mount Royal avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That Rule III be suspended and that said report be received and adopted.

#### QUESTION.

46.—A certain question was put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council, by Alderman Létourneau, re sale of certain land their vicinity of Sir Geo. Etienne Cartier Square.

#### MOTIONS.

47.—Ald. CLEMENT moved, seconded by Ald. POIS-SANT,

Whereas a sewer has been laid in St. Christophe lane, which is not the City's property;

Whereas an error seems to have been committed by the City Engineers when the laying of said sewer was ordered; be it

Resolved: That the Board of Commissioners be therefore requested to see that the real estate owners on St. Christophe lane, who have already paid for the drainage of their lots of land on St. Hubert and St. André streets, are not called upon to pay the cost of the sewer constructed on St. Christophe lane.

48.—On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of constructing a public bath in de Lorimier Ward.

49.—On motion of Ald. HOULE, seconded by Ald. MAY-RAND, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to communicate with the Montreal Tramways Company and to ask them to have their cars stop at the corner of St. Denis and de Bienville streets.

50.—On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. HOULE, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of constructing a tunnel on Masson street, under the C. P. R. track, as well as another on de Lorimier street, also under the C. P. R. track.

51.—On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. BASTIEN, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to communicate with the Montreal Tramways Co. and to ask them to have their cars stop at the corner of Mount Royal avenue and Chabot street and also at the corner of de Lorimier avenue and Mary Ann street.

#### ORDER OF THE DAY.

52.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to proceed with the expropriation of Denonville street.

In this connection, submitted and read a report from the Law Department concerning said expropriation, which said opinion was filed of record and,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That said report be adopted.

(Aldermen Poissant and Blumenthal, dissenting.)

53.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners an additional appropriation of \$12,338.76 for the expropriation of St. André street.



Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

54.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures un règlement amendant le Règlement No 275, re parcs.

Le Conseil procède à l'étude dudit règlement en 2ème lecture et,

Les sections 1, 2 et 3 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. CLEMENT, appuyée par M. LETOURNEAU, il est

Résolu: Que la Règle 84 soit suspendue et que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu une troisième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. CLEMENT, appuyée par M. LETOURNEAU, il est

Résolu: Que ledit règlement soit numéroté, enregistré et copié au long, qu'il soit revêtu du sceau de la Cité, signé par le Maire et le Greffier de la Cité et déposé sous la garde du Greffier de la Cité.

55.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures, un règlement amendant le Règlement No 432, re taxes, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

56.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures, un règlement, re circulation sur les rues Notre-Dame et Saint-Jacques,

Le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

La section 1 étant lue et le Maire ayant demandé si elle est agréée, le Conseil se partage:

Pour: N. Lapointe, O'Connell, Prud'homme, Boyd, Garceau, Emard, Drummond, Morin—8

Contre: L. A. Lapointe, Ward, Monahan, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald—10.

Ledit section est ainsi rejetée.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit item soit biffé de l'ordre du jour.

57.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures, un règlement à l'effet d'amender le Règlement No 43, re fourrières publiques.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que la Règle 84 soit suspendue et que ledit règlement soit maintenant lu une deuxième et une troisième fois.

Le Conseil procède alors à l'étude dudit règlement en deuxième lecture et,

Les sections 1 et 2 étant lues, elles sont agréées.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit maintenant lu une troisième fois.

Ledit règlement est en conséquence lu une troisième fois et agréé.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit numéroté, enregistré et copié au long, qu'il soit revêtu du sceau de la Cité, signé par le Maire et le Greffier de la Cité et déposé sous la garde du Greffier de la Cité.

58.—Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. Emard, il est

Résolu: Que les membres de ce Conseil ont appris avec un profond regret le décès de l'ex-échevin J. W. Crevier, qui, pendant quelques années, a représenté le quartier Sainte-Marie au Conseil Municipal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

54.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 275 re parks,

The Council proceeded to consider said by-law in 2nd reading and,

Sections 1, 2 and 3 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time and agreed to.

On motion of Ald CLEMENT, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That Rule 84 be suspended and that said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald CLEMENT, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

Resolved: That said report be numbered, entered and copied at full length, and that it be sealed with the seal of the City, signed by the Mayor and City Clerk and deposited with City Clerk for security.

55.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 432 re taxes, said by-law was accordingly read a first time.

56.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law re traffic on Notre Dame and St. James streets,

The Council proceeded to consider said by-law in 2nd reading and,

Section 1 being read, and the question of concurrence put thereon, the Council divided:

Yeas: N. Lapointe, O'Connell, Prud'homme, Boyd, Garceau, Emard, Drummond, Morin—8.

Nays: L. A. Lapointe, Ward, Monahan, Séguin, Giroux, Stroud, Poissant, Blumenthal, Vandelac, Macdonald—10.

So it passed in the negative, and,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said item be struck from the order of the day.

57.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 43 re public pounds, said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That Rule 84 be suspended and that said by-law be now read a second and third time.

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading and,

Sections 1 and 2 being read, the same were agreed to.

Said by-law was then read a second time and agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a third time and agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be numbered, entered and copied at full length, and that it be sealed with the seal of the City, signed by the Mayor and City Clerk and deposited with City Clerk for security.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. EMARD, it was

Resolved: That the members of this Council have learned with deep regret of the demise of ex-Ald. J. W. Crevier who, during several years, represented St. Mary's Ward in the City Council.



Qu'ils prient la famille de leur ex-collègue d'accepter leurs sincères sympathies dans le malheur cruel qui la frappe et que, en témoignage de respect pour la mémoire du défunt, le Conseil s'ajourne.

Et le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,  
Sous-Greffier de la Cité.

That they beg to offer to the family of their late colleague the expression of their deep sympathy in their sad bereavement and that, as a mark of respect for the memory of the deceased, the Council do now adjourn.

And the Council adjourned accordingly.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Assistant-City Clerk.



That this document is a true and correct copy of the original as shown to the undersigned by the person who presented it for filing.

I, the undersigned, being a duly qualified and authorized officer of the Court, do hereby certify that the above is a true and correct copy of the original as shown to me by the person who presented it for filing.

Witness my hand and the seal of the Court at the City of New York, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 19\_\_\_\_.

Witness my hand and the seal of the Court at the City of New York, this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_, 19\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Clerk of the Court

\_\_\_\_\_  
Clerk of the Court

\_\_\_\_\_  
Notary Public

\_\_\_\_\_  
Notary Public